Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1914 — **Roma — Martedì, 31 marzo** — **Numero 76**

DIREZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. ***10*** *— nel Regno cent.* ***15*** *— arretrato in Roma cent.* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero **197** *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena e intera esecuzione è data ai seguenti atti internazionali firmati a Berna addì 13 ottobre 1909, relativi al riscatto della ferrovia del San Gottardo per parte della Svizzera: *a*) Convenzione principale tra l'Italia, la Germania e la Svizzera; *b*) Processo verbale finale; *c*) Accordo tra l'Italia e la Svizzera; le cui ratifiche furono scambiate a Berna il 4 ottobre 1913.

Art. 2.

Al testo francese degli Atti approvati colla presente legge è unita, e sarà contemporaneamente pubblicata, la relativa traduzione italiana.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 marzo 1914.

VITTORIO EMANUELE.

DI SAN GIULIANO — TEDESCO — SACCHI — NITTI.

Visto, *Il guardasigilli*: DARI.

Nouvelles conventions internationales du St-Gothard

13 octobre 1909

I. — CONVENTION PRINCIPALE.

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, animés d'un égal désir de régler à nouveau les relations réciproques concernant le chemin de fer du St-Gothard, à l'occasion du rachat dudit chemin de fer par la Confédération suisse le 1er mai 1909, ont résolu de conclure une nouvelle convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Monsier le Marquis Cusani Confalonieri, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du royaume d'Italie auprès de la Confédération suisse ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE ROI DE PRUSSE :

Son Excellence Monsieur le Chambellan et Conseiller intime actuel Alfred de Bülow, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'empire d'Allemagne auprès de la Confédération suisse ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Monsieur Deucher, Président de la Confédération, et Messieurs les Conseillers Comtesse et Forrer ;
lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1.

Les Conventions entre l'Allemagne, l'Italie et la Suisse concernant le chemin de fer du St-Gothard, savoir :

1° la Convention entre l'Italie et la Suisse, signée à Berne le 15 octobre 1869 ;
2° la Convention entre l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, signée à Berlin le 28 octobre 1871 ;
3° la Convention additionnelle entre l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, signée à Berne le 12 mars 1878 ;
4° la Convention entre l'Italie et la Suisse concernant l'établissement du chemin de fer du Monte-Ceneri, signée à Berne le 16 juin 1879 ;

sont remplacées par la présente Convention.

Art. 2.

La Suisse prendra les mesures nécessaires afin que l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard réponde dans toutes ses parties à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Art. 3.

Sauf le cas de force majeure, la Suisse assurera l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard contre toute interruption. Toutefois la Suisse a le droit de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes feront tout leur possible pour faciliter, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie et à cet effet elles chercheront à assurer sur le chemin de fer du St-Gothard le transport des voyageurs, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possibile.

Art. 5.

La Suisse prendra les mesures nécessaires pour que les trains des chemins de fer fédéraux soient organisés de telle manière que, autant que possible, ils coïncident sans interruption avec le chemin de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Art. 6.

La Suisse maintiendra avec le chemin de fer de l'Allemagne et de l'Italie un service direct (cumulatif) pour le transit sur la ligne du St-Gothard.

Art. 7.

Le trafic sur le chemin de fer du St-Gothard jouira toujours des mêmes bases de taxes et des mêmes avantages qui sont ou seront accordés par les chemins de fer fédéraux à tout chemin de fer qui existe déjà ou qui sera construit à travers les Alpes.

Art. 8.

En ce qui concerne le transport des voyageurs et des marchandises d'Allemagne et d'Italie, pour et à travers ces deux pays, la Suisse s'engage à ce que les chemins de fer fédéraux fassent bénéficier les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordées soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Les chemins de fer fédéraux ne peuvent entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ce principe se trouverait violé.

Art. 9.

Sont exclus des dispositions contenues dans les articles 7 et 8 les cas où les chemins de fer fédéraux seront forcés, par suite de la concurrence étrangère, d'abaisser exceptionnellement leurs taxes de transit.

Toutefois les mesures de cette nature ne devront pas porter préjudice au trafic par le St-Gothard.

Art. 10.

En ce qui concerne le trafic des voyageurs passant en transit sur la ligne du St-Gothard, les taxes maximales de transport sont fixées comme suit :

En I^re^ classe 10,416 cts. par kilomètre.
En II^e^ » 7,291 » »
En III^e^ » 5,208 » »

Les chemins de fer fédéraux sont en droit de prélever une surtaxe de 50 % pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 ‰ et plus. Toutefois le trafic des voyageurs sur la ligne du Monte-Ceneri continuera à être exempté de surtaxe.

Les taxes et surtaxes pour le transport des bagages qui sont actuellement en vigueur sur la ligne du St-Gothard pour le trafic de transit, ne seront pas augmentées à l'avenir.

Art. 11.

La Suisse s'engage pour les chemins de fer fédéraux à ne pas augmenter à l'avenir les taxes de transit suisses qui existent actuellement pour le trafic de marchandises allemand et pour le trafic de marchandises italien passant par le chemin de fer du St-Gothard, aussi longtemps que les chemins de fer allemands ou italiens n'augmenteront pas leurs taxes actuellement en vigueur pour ces trafics. Demeure réservée à la suite de la réduction des surtaxes de montagne une nouvelle régularisation des taxes de transit exceptionnellement abaissées et dictées par la concurrence étrangère.

La Suisse prend le même engagement en ce qui concerne les taxes de transit actuelles du service cumulatif italo-suisse pa le St-Gothard.

Art. 12.

La Suisse accorde pour le trafic marchandises de transit sur la voie du St-Gothard (passant par les points terminus d'Immensee ou Zoug ou Lucerne d'une part, et Chiasso ou Pino d'autre part) une réduction des surtaxes actuellement en vigueur, de telle sorte que les surtaxes actuelles de 64 km. pour Erstfeld-Chiasso et de 50 km. pour Erstfeld-Pino soient réduites :

de 35 % à partir du 1er mai 1910
soit à 42 km. pour le parcours Erstfeld-Chiasso,
» à 33 » » » Erstfeld-Pino ;
de 50 % à partir du 1er mai 1920
soit à 32 km. pour le parcours Erstfeld-Chiasso,
» à 25 » » » Erstfeld-Pino.

Si à la suite d'événements qu'on ne peut actuellement prévoir - tels que la défense d'exportation de combustible édictée par un Etat à production houillère ou le renchérissement extraordinaire de la houille - la réduction des surtaxes de montagne convenue ci-haut avait pour effet que le réseau actuel du Gothard ne couvrît plus ses frais d'exploitation, y compris le service d'intérêt et d'amortissement du capital engagé dans ledit réseau ainsi que les verse-

ments réglementaires au fonds de renouvellement, la Suisse sera en droit de demander la revision des dispositions ci-haut qui réduisent les surtaxes de montagne.

Le relèvement des surtaxes de montagne prendra fin aussitôt que la cause qui l'avait motivé n'existera plus. On ne pourra jamais adopter des surtaxes supérieures à celles qui existent actuellement.

La Suisse aura égard, en relevant les surtaxes, à la clause du traitement le plus favorable dont bénéficient la ligne du St-Gothard vis-à-vis des autres chemins de fer par les Alpes (art. 7) ainsi que le trafic entre l'Allemagne et l'Italie et vice-versa par rapport aux autres trafics (art. 8).

Art. 13.

Dans le cas où des divergences viendraient à surgir entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, chacune d'elles aura le droit de demander l'arbitrage.

L'arbitrage sera organisé et la procédure sera fixée de la manière la plus simple. Les Gouvernements intéressés se mettront d'accord par la voie diplomatique pour la nomination de l'arbitre.

Dans le cas où ils n'arriveraient pas à se mettre d'accord, on demandera à un Gouvernement neutre de procéder à cette nomination.

Art. 14.

La présent convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le 1er mai 1910, avec effet rétroactif au 1er mai 1909.

En foi de quoi le Plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en triple expédition, le 13 octobre 1909.

(*L. S.*) CUSANI.
» V. BÜLOW.
» A. DEUCHER.
» COMTESSE.
» L. FORRER.

PROCÈS-VERBAL FINAL.

Les soussignés se sont réunis pour relire et signer la nouvelle Convention relative au chemin de fer du St-Gothard, sur laquelle ils se sont mis d'accord aujoud'hui. A cette occasion, on a consigné au présent procès-verbal les déclarations suivantes, qui auront la même valeur et entreront en vigueur à la même date que la Convention.

I.

Ad article I. — Il est entendu que les traités suivants restent en vigueur:

1° Le traité entre l'Italie et la Suisse, conclu le 23 décembre 1873 à Berne concernant le raccordement du chemin de fer du St-Gothard avec les chemins de fer italiens à Chiasso et à Pino et l'établissement des gares internationales à Chiasso et à Luino;

2° Le traité entre l'Italie et la Suisse, conclu le 16 février 1881 à Berne au sujet du service de police dans les stations internationales du chemin de fer du St-Gothard;

3° Le traité entre l'Italie et la Suisse conclu le 15 décembre 1882 à Berne concernant le service des péages dans les gares internationales de Chiasso et de Luino.

Les compagnies de chemins de fer mentionnées dans ces traités font place dorénavant aux chemins de fer fédéraux et aux chemins de fer de l'Etat italien.

Ad article 8. — La deuxième phrase de l'article 8 « Les chemins de fer fédéraux ne peuvent entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ce principe se trouverait violé » veut seulement dire que les chemins de fer fédéraux ne peuvet entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ils accorderaient sur leurs lignes des bases de taxes plus réduites que celles qui sont appliquées au trafic en transit par le St-Gothard.

Ad article 11. — Il est entendu:

1° que les augmentations prévues ne peuvent s'appliquer qu'aux marchandises de même nature;

2° que les chemins de fer fédéraux ont le droit d'augmenter leurs taxes de transit si l'Allemagne ou l'Italie augmentent leurs taxes pour les articles d'exportation;

3° que, pour les autres cas, une entente entres les chemins de fer fédéraux et le chemins de fer de l'Allemagne ou de l'Italie reste réservée.

II.

Les chemins de fer fédéraux concéderont, dès le 1er mai 1910, les taxes de transit actuelles ou futures pour le trafic de marchandises par le St-Gothard, de façon que ces taxes soient accordées pour toutes les stations frontières suisses, qu'elles se trouvent ou non sur la voie la plus courte.

Cette disposition intéresse le trafic entre l'Allemagne et l'Italie et vice-versa, notamment les transports qui trouvent leur voie la plus courte par le lac de Constance et le meilleur marché par terre.

III.

Les lignes comprises dans la convention sous le nom de chemins de fer du St-Gothard sont les suivantes:

1° Lucerne-Immensee-Arth-Goldau-Giubiasco-Chiasso,
2° Zoug-Arth-Goldau,
3° Giubiasco-Cadenazzo-Pino-frontière,
4° Cadenazzo-Locarno.

IV.

Dans le cas où des commandes de matériel devraient être faites pour l'électrification de la ligne du St-Gothard, la Suisse déclare que les chemins de fer fédéraux continueront à observer pour cette fourniture leur pratique d'ouvrir un concours général accessible à l'industrie de tous pays.

En ce qui concerne les autres commandes de materiels pour la ligne du St-Gothard, la Suisse déclare ne pas avoir l'intention de modifier la pratique actuelle des chemins de fer fédéraux.

V.

En conformité du voeu exprimé par les Gouvernements allemand et italien, la Suisse déclare que les agents et ouvriers de nationalité allemande et italienne qui, par suite du rachat, ont passé du service de la compagnie du chemin de fer du St-Gothard à celui des chemins de fer fédéraux conserveront leur emploi, en conformité des prescriptions légales sur la matière, sans être obligés d'adopter la nationalité suisse.

Ainsi fait à Berne, en triple expédition, le 13 octobre 1909.

CUSANI.
V. BULOW.
A. DEUCHER.
COMTESSE.
L. FORRER.

II. — ACCORD ITALO-SUISSE.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, désireux de régler quelques points restés en dehors de la nouvelle convention internationale concernant le chemin de fer du St-Gothard et qui sont spéciaux à l'Italie et à la Suisse, ontrésolu de conclure un accord et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Son Excellence Monsieur le marquis Cusani Confalonieri, Envoyé

extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume d'Italie auprès de la Confédération Suisse;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

Monsieur Deucher, Président de la Confédération, et Messieurs les Conseillers fédéraux Comtesse et Forrer:

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivates:

Art. 1.

Il est entendu que les transports de céréales en provenance d'Italie, déposés dans les entrepôts de Brunnen et réexpédiés de là dans le délai d'une année dans la direction de Schwyz, continueront à jouir des taxes directes italo-suisses du trafic au delà de Brunnen. Par conséquent ces expéditions de céréales bénéficieront des mêmes facilités accordées par les articles 11 et 12 de la dite convention aux marchandises italo-suisses transitant par le chemin de fer du St-Gothard.

Art. 2.

Les prescriptions de la législation concernant les tarifs des chemins de fer fédéraux seront valables aussi pour le trafic des voyageurs et des marchandises entre l'Italie et les stations du chemin de fer du St-Gothard. Il est entendu que les surtaxes actuellement en vigueur sur ce chemin de fer ne seront pas augmentées.

Art. 3.

En ce qui concerne le tarif de faveur pour les fruits acides du midi (agrumi), les chemins de fer fédéraux établiront un nouveau tarif exceptionnel avec réduction de la base de taxe de 11 cts. à $7_{,4}$ cts. par tonne-kilomètre de tarif. L'entrée en vigueur de ce tarif est fixée au 1 novembre 1909.

Pour le transit par la ligne du St-Gothard, la taxe kilométrique actuelle de $6_{,5}$ cts. sera maintenue.

La taxe d'expédition ne subira pas de changement.

Art. 4.

L'accord constitué par les dispositions ci-haut sera annexé à la nouvelle convention internationale concernant le chemin de fer du St-Gothard et aura la même valeur que la dite convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en double expédition, le 13 octobre 1909.

(*L. S.*) CUSANI.
A. DEUCHER.
COMTESSE.
L. FORRER.

(*Traduzione*).

Nuove convenzioni internazionali del San Gottardo

13 ottobre 1909

I. — CONVENZIONE PRINCIPALE.

Sua Maestà il Re d'Italia, Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, a nome dell'Impero germanico e il Consiglio Federale della Confederazione svizzera, animati dal comune desiderio di regolare *ex novo* le reciproche relazioni riguardanti la ferrovia del San Gottardo, riscattata dalla Confederazione svizzera il 1° maggio 1909, hanno risolto di conchiudere una nuova convenzione ed a tale scopo hanno nominato come plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA:

Sua Eccellenza il Signor Marchese Cusani Confalonieri, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario del regno d'Italia presso la Confederazione svizzera;

SUA MAESTÀ L'IMPERATORE DI GERMANIA, RE DI PRUSSIA:

Sua Eccellenza il Ciambellano e Consigliere intimo attuale Alfredo de Bülow, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario dell'Impero di Germania presso la Confederazione svizzera;

IL CONSIGLIO FEDERALE DELLA CONFEDERAZIONE SVIZZERA:

Il Signor Deucher, Presidente della Confederazione, e i Signori Consiglieri federali Comtesse e Forrer;

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, d'accordo hanno stipulato quanto segue:

Art. 1.

Le Convenzioni fra la Germania, l'Italia e la Svizzera concernenti la ferrovia del San Gottardo, cioè:

1° la Convenzione fra l'Italia e la Svizzera, firmata a Berna il 15 ottobre 1869;

2° la Convenzione fra la Germania, l'Italia e la Svizzera, firmata a Berlino il 28 ottobre 1871;

3° la Convenzione addizionale fra la Germania, l'Italia e la Svizzera, firmata a Berna il 12 marzo 1878;

4° la Convenzione fra l'Italia e la Svizzera concernente la costruzione della ferrovia del Monte-Ceneri, firmata a Berna il 16 giugno 1879;

sono sostituite dalla presente Convenzione.

Art. 2.

La Svizzera prenderà le misure necessarie perchè l'esercizio della ferrovia del San Gottardo risponda in tutte le sue parti a ciò che si ha il diritto di esigere da una grande linea internazionale.

Art. 3.

Salvo i casi di forza maggiore, la Svizzera assicurerà l'esercizio della ferrovia del San Gottardo contro qualsiasi interruzione. Tuttavia la Svizzera ha il diritto di prendere le misure necessarie per la conservazione della neutralità e per la difesa del paese.

Art. 4.

Le Alte Parti contraenti faranno tutto il possibile per facilitare, in vista dell'interesse comune, il traffico fra la Germania e l'Italia, e a tale scopo esse cercheranno di assicurare sulla ferrovia del San Gottardo il trasporto dei viaggiatori, delle merci e degli effetti postali nel modo più regolare, più comodo, più rapido e più economico possibile.

Art. 5.

La Svizzera prenderà le misure necessarie affinchè i treni delle strade ferrate federali sieno organizzati in modo che coincidano quanto più sarà possibile, senza interruzione, con quelli delle ferrovie della Germania e dell'Italia.

Art. 6.

La Svizzera manterrà con le ferrovie della Germania e dell'Italia un servizio diretto (cumulativo) per il transito sulla linea del San Gottardo.

Art. 7.

Il traffico sulla ferrovia del San Gottardo godrà sempre delle stesse basi di tariffe e degli stessi vantaggi che sono o saranno accordati dalle strade ferrate federali a qualsiasi ferrovia già esistente o che venga costruita attraverso le Alpi.

Art. 8.

Per quanto riguarda il trasporto dei viaggiatori e di merci dalla Germania in Italia e viceversa, o attraverso questi due paesi, la Svizzera si impegna a che le strade ferrate federali accordino alle ferrovie della Germania e dell'Italia almeno gli stessi vantaggi e le stesse facilitazioni che essa avrà concesso sia ad altre ferrovie fuori della Svizzera, sia a parti o stazioni qualsiansi delle ferrovie mede-

sime, sia, infine, alle stazioni svizzere di frontiera. Le strade ferrate federali non potranno prender parte a qualsiasi combinazione con altre ferrovie svizzere che violasse questo principio.

Art. 9.

Sono esclusi dalle disposizioni contenute negli articoli 7 e 8 i casi in cui le strade ferrate federali sieno costrette, in seguito a concorrenza straniera, a ridurre eccezionalmente le loro tasse di transito.

Tuttavia le misure di tal natura non dovranno portare pregiudizio al traffico attraverso il San Gottardo.

Art. 10.

Per ciò che concerne il traffico dei viaggiatori che passano in transito sulla linea del San Gottardo, le tariffe massime di trasporto sono fissate come segue:

In I[a] classe 10,416 centesimi per chilometro.
In II[a] » 7,291 » »
In III[a] » 5,208 » »

È riservato alle strade ferrate federali il diritto di applicare una sovratassa del 50 % per le parti della linea aventi una pendenza del 15 ‰ od oltre. Tuttavia il traffico dei viaggiatori sulla linea del Monte Ceneri continuerà ad essere esente da sovratasse.

Le tasse e sovratasse per il trasporto dei bagagli attualmente in vigore sulla linea del San Gottardo per il traffico di transito, non potranno essere aumentate per l'avvenire.

Art. 11.

La Svizzera s'impegna, per conto delle strade ferrate federali, a non aumentare nell'avvenire le tasse di transito svizzere attualmente esistenti per il traffico di merci germanico e per il traffico di merci italiano inoltrato per la via del San Gottardo, e ciò sino a che le ferrovie germaniche od italiane non aumenteranno le loro tasse attualmente in vigore per tali traffici. A seguito delle riduzioni delle sovratasse di montagna, viene riservata una nuova regolarizzazione delle tariffe di transito eccezionalmente ridotte e determinate dalla concorrenza straniera.

La Svizzera prende il medesimo impegno per ciò che concerne le attuali tariffe di transito del servizio cumulativo italo-svizzero per il San Gottardo.

Art. 12.

Per il traffico merci in transito sulla via del San Gottardo (passando per i punti estremi di Immensee o Zug o Lucerna da una parte, e Chiasso o Pino dall'altra parte) la Svizzera accorda una riduzione delle sopratasse attualmente in vigore, in guisa che le attuali sopratasse di 64 chil. per Erstfeld-Chiasso e di 50 chil. per Erstfeld-Pino sieno ridotte:

del 35 % a decorrere dal 1° maggio 1910
cioè a 42 chil. per il percorso Erstfeld-Chiasso,
» a 33 » » Erstfeld-Pino;
del 50 % a decorrere dal 1° maggio 1920
cioè a 32 chil. per il percorso Erstfeld-Chiasso,
» a 25 » » Erstfeld-Pino.

Se in seguito ad avvenimenti attualmente imprevedibili - quali il divieto di esportazione di combustibile decretato da uno Stato produttore di carbone fossile, o il rincaro straordinario del carbone fossile - la riduzione delle sopratasse di montagna sopra convenuta avesse per effetto che la rete attuale del San Gottardo non coprisse più le spese di esercizio, compreso in queste il servizio d'interessi e di ammortamento del capitale impiegato nella rete medesima, nonchè i versamenti regolamentari al fondo di rinnovamento, la Svizzera sarà in diritto di domandare la revisione delle disposizioni suaccennate che riducono le sopratasse di montagna.

Il rialzo delle sopratasse di montagna cesserà appena la causa che l'avrà provocato, sarà eliminata. Non potranno mai stabilirsi sopratasse superiori a quelle attualmente esistenti.

Nell'aumentare le sopratasse la Svizzera terrà conto della clausola del trattamento più favorevole di cui godono la linea del San Gottardo in confronto delle altre ferrovie alpine (art. 7) ed il traffico tra la Germania e l'Italia e viceversa in confronto degli altri traffici (art. 8).

Art. 13.

Qualora sorgessero divergenze fra le Alte Parti contraenti sull'interpretazione o sull'applicazione della presente Convenzione, ciascuna di esse avrà il diritto di domandare l'arbitrato.

L'arbitrato sarà fatto e la procedura sarà stabilita nel modo più semplice. I Governi interessati si metteranno di accordo, in via diplomatica, per la nomina dell'arbitro.

Qualora essi non riuscissero a mettersi di accordo, la nomina dell'arbitro sarà deferita ad un Governo neutro.

Art. 14.

La presente convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Berna al più presto possibile.

Essa entrerà in vigore il 1° maggio 1910, con effetto retroattivo al 1° maggio 1909.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione apponendovi i propri sigilli.

Fatto a Berna, in triplice originale, il 13 ottobre 1909.

PROCESSO VERBALE FINALE.

I sottoscritti si sono riuniti per rileggere e firmare la nuova convenzione relativa alla ferrovia del San Gottardo, sulla quale essi hanno oggi raggiunto l'accordo. In questa occasione si sono consacrate nel presente processo verbale le seguenti dichiarazioni che avranno lo stesso valore ed entreranno in vigore alla stessa data della Convenzione.

I.

Ad articolo 1. — Resta inteso che i seguenti trattati rimangono in vigore:

1° Il trattato fra l'Italia e la Svizzera, concluso il 23 dicembre 1873 a Berna, concernente il raccordo della ferrovia del San Gottardo con le ferrovie italiane a Chiasso ed a Pino e la costruzione delle stazioni internazionali a Chiasso ed a Luino;

2° Il trattato fra l'Italia e la Svizzera concluso il 16 febbraio 1881 a Berna, relativo al servizio di polizia nelle stazioni internazionali della ferrovia del San Gottardo;

3° Il trattato fra l'Italia e la Svizzera concluso il 15 dicembre 1882 a Berna concernente il servizio dei pedaggi nelle stazioni internazionali di Chiasso e di Luino.

Le Compagnie delle ferrovie menzionate in questi trattati sono sostituite d'ora innanzi dalle strade ferrate federali e dalle ferrovie italiane dello Stato.

Ad articolo 8. — La seconda frase dell'art. 8 « Le strade ferrate federali non potranno prendere parte a qualsiasi conbinazione con altre ferrovie svizzere che violasse questo principio » significa soltanto che le strade ferrate federali non possono prendere parte ad alcuna conbinazione con altre ferrovie svizzere in virtù della quale esse accorderebbero sulle proprie linnee basi di tariffe più ridotte di quelle applicate al traffico di transito via Gottardo.

Ad articolo 11. — Resta inteso:

1° che gli aumenti previsti non possono applicarsi che alle merci della stessa natura;

2° che le strade ferrate federali hanno il diritto di aumentare le loro tasse di transito se la Germania o l'Italia aumentano le loro tasse per gli articoli di esportazione;

3° che per gli altri casi occorrerà un accordo tra le strade ferrate federali e le ferrovie della Germania e dell'Italia.

II.

Le strade ferrate federali concederanno, dal 1° maggio 1910, le tasse di transito attuali o future per il traffico delle merci attraverso il San Gottardo, in guisa che queste tasse siano accordate per tutte le stazioni svizzere di frontiera, si trovino esse o pur no sulla via più breve.

Questa disposizione interessa il traffico fra la Germania e l' Italia e viceversa, specialmente quei trasporti per i quali la via più breve è quella attraverso il lago di Costanza, mentre la via più economica è quella di terra.

III.

Le linee comprese nella Convenzione sotto il nome di ferrovia del San Gottardo sono le seguenti:

1° Lucerna-Immensee-Arth-Goldau-Giubiasco-Chiasso,
2° Zug-Arth-Goldau,
3° Giubiasco-Cadenazzo-Pino-frontiera,
4° Cadenazzo-Locarno.

IV.

Per il caso che delle ordinazioni di materiali dovessero essere fatte per la trasformazione a trazione elettrica della linea San Gottardo la Svizzera dichiara che le strade ferrate federali continueranno a seguire per tale fornitura il loro sistema di bandire una gara generale cui possa prender parte l'industria di tutti i paesi.

Per quanto riguarda le altre ordinazioni di materiale per la linea del San Gottardo, la Svizzera dichiara di non avere intenzioni di modificare il sistema attualmente seguito dalle strade ferrate federali.

V.

In conformità del voto espresso dai governi germanico ed italiano, la Svizzera dichiara che gli agenti e gli operai di nazionalità germanica ed italiana che, in seguito al riscatto, sono passati dalla dipendenza della Compagnia della ferrovia del San Gottardo a quella delle strade ferrate federali, conserveranno il loro impiego, in conformità delle prescrizioni legali sulla materia, senza essere obbligati ad assumere la cittadinanza svzzera.

Così fatto a Berna, in triplice originale, il 13 ottobre 1909.

II. — ACCORDO ITALO-SVIZZERO.

Sua Maestà il Re d'Italia e il Consiglio federale della Confederazione Svizzera desiderando di regolare alcuni punti che non sono contenuti nella nuova Convenzione internazionale concernente la ferrovia del San Gottardo e che riguardano specialmente l'Italia e la Svizzera, hanno risolto di concludere un accordo ad a tale scopo hanno nominato come Plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA:

Sua Eccellenza il signor marchese Cusani Confalonieri, inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario del Regno d'Italia presso la Confederazione svizzera,

IL CONSIGLIO FEDERALE DELLA CONFEDERAZIONE SVIZZERA:

Il signor Deucher, Presidente della Confederazione, e i signori Consiglieri federali Comtesse e Forrer,

i quali dopo aver scambiato i lori pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concluso le seguenti stipulazioni:

Art. 1.

Resta inteso che i trasporti di cereali provenienti dall'Italia, depositati nei magazzini generali di Brunnen e di qui rispediti nel termine di un anno nella direzione di Svitto, continueranno a godere delle tasse dirette italo-svizzere applicate al traffico al di là di Brunnen. Per conseguenza queste spedizioni di cereali godranno delle stesse facilitazioni di cui in forza degli art. 11 e 12 della detta Convenzione fruiscono le merci italo-svizzere in transito per la via del San Gottardo.

Art. 2.

Le disposizioni di legge concernenti le tariffe delle strade ferrate federali varranno anche per il traffico dei viaggiatori e delle merci tra l'Italia e le stazioni della ferrovia del San Gottardo. Resta inteso che le sopratasse presentemente in vigore su questa ferrovia non saranno aumentate.

Art. 3.

Per quanto riguarda la tariffa di favore per gli agrumi, le strade ferrate federali stabiliranno una nuova tariffa eccezionale con riduzione della base di tassa da centesimi 11 a centesimi $7_{,4}$ per tonnellata-chilometro di tariffa. L'entrata in vigore di questa tariffa è fissata al 1° novembre 1909.

Per il transito sulla linea del San Gottardo sarà mantenuta la tassa chilometrica attuale di centesimi $6_{,5}$.

La tassa di spedizione non subirà variazioni.

Art. 4.

L'accordo costituito dalle disposizioni di cui sopra sarà annesso alla nuova Convenzione internazionale concernente la ferrovia del San Gottardo ed avrà lo stesso valore di detta Convenzione.

In fede di che i Plenipotenziari hanno sottoscritto il presente accordo apponendovi i propri sigilli.

Fatto a Berna, in doppio esemplare, il 13 ottobre 1909.

Il numero 210 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto 23 gennaio 1913, n. 42, col quale fu istituita una Commissione per lo studio del regime doganale e dei trattati di commercio;

Considerato che l'on. Abignente avv. Giovanni, deputato al Parlamento, e il sig. Dubini Francesco, industriale, non hanno accettato l'incarico di far parte della Commissione stessa;

Riconosciuta l'opportunità di provvedere alla loro sostituzione, e chiamare altresì a far parte della detta Commissione l'ispettore superiore del commercio e dell'industria del Ministero dell'agricoltura, industria e commercio e il direttore dell'ufficio trattati e legislazione doganale del Ministero delle finanze;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per l'agricoltura, l'industria ed il commercio, di concerto coi Nostri ministri, segretari di Stato per le finanze, per gli affari esteri e per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Sono chiamati a far parte della Commissione Reale per lo studio del regime doganale e dei trattati di commercio, in sostituzione dei signori Abignente avv. Giovanni e Dubini Francesco: Schanzer prof. Carlo, deputato al Parlamento; Goldmann Cesare, industriale, presidente del Circolo degli interessi commerciali, industriali e agricoli di Milano.

Sono inoltre aggiunti ai commissari, di cui all'art. 5 del suddetto Nostro decreto, l'ispettore superiore dell'industria e del commercio del Ministero di agricoltura, industria e commercio; il direttore dell'ufficio trattati e legislazione doganale nel Ministero delle finanze.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 marzo 1914.

VITTORIO EMANUELE.

Giolitti — Nitti — Facta — Di San Giuliano — Millo.

Visto, *Il guardasigilli*: Finocchiaro-Aprile.

Il numero **216** *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 14, 15, 17, 43, 87 e 93 della legge 4 giugno 1911, n. 487;

Vista la legge 20 marzo 1913, n. 206;

Visto l'art. 1 del R. decreto 23 dicembre 1913, n. 1394, che proroga il termine stabilito dall'art. 87 della legge 4 giugno 1911 suddetta;

Vista la deliberazione del Consiglio provinciale scolastico della provincia di Belluno, con la quale, in applicazione degli articoli 43 della legge 4 giugno 1911, n. 487, 48 del regolamento approvato con R. decreto 6 aprile 1913, n. 549, e degli articoli 1 e seguenti del regolamento approvato con R. decreto 1° agosto 1913, n. 919, sono approvati i ruoli provinciali dei maestri elementari per la Provincia stessa;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 1° agosto 1913, n. 929, e visti i prospetti di liquidazione formati dall'ufficio scolastico in applicazione dell'art. 1 dello stesso regolamento: le deliberazioni dei Comuni contemplati nel presente decreto e del Consiglio scolastico o della Commissione istituita a norma dell'articolo 93 della citata legge del 4 giugno 1911, con le quali viene determinato l'ammontare del contributo da versarsi annualmente da ciascun Comune alla tesoreria dello Stato, a norma dell'art. 17 della citata legge;

Visto l'art. 68 del regolamento approvato con R. decreto 1° agosto 1913, n. 930;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con il ministro del tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'amministrazione delle scuole elementari e popolari dei comuni della provincia di Belluno indicati nell'elenco annesso al presente decreto e firmato, d'ordine Nostro, dal ministro della pubblica istruzione e del tesoro, è affidata al Consiglio scolastico della stessa Provincia a tutti gli effetti della legge 4 giugno 1911, n. 487; e dei regolamenti pubblicati per l'applicazione della stessa legge, a cominciare dal 1° luglio 1914.

Art. 2.

È approvata la liquidazione dei contributi che ciascun Comune deve annualmente versare alla tesoreria dello Stato a norma dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487, il cui ammontare rimane stabilito nella somma indicata rispettivamente nell'elenco di cui al precedente articolo, salve le variazioni che potranno eventualmente essere apportate alla somma così determinata per effetto dell'applicazione dello stesso art. 17 (ultimo comma) e dell'art. 93 (ultimo comma) della citata legge.

Nello stesso elenco, annesso al presente decreto a norma dell'articolo primo è pure indicato il numero dei maestri e delle scuole amministrate dai Comuni alla data del presente decreto.

Art. 3.

I maestri compresi nel ruolo provinciale approvato con la deliberazione del Consiglio provinciale scolastico in data 23 ottobre 1913, i quali insegnano nelle scuole dei Comuni la cui amministrazione deve essere affidata al Consiglio scolastico, non compresi nello elenco di cui all'art. 1 perchè non fu ancora determinato l'ammontare del contributo annuale da versarsi allo Stato, rimangono a tutti gli effetti alla dipendenza dei Comuni stessi fino a quando a norma dell'art. 7 del regolamento approvato con R. decreto in data 1° agosto 1913, n. 929, non siasi con altro decreto provveduto al passaggio delle scuole di questi Comuni alla Amministrazione scolastica provinciale.

Art. 4.

Agli effetti dell'art. 9 della legge 20 marzo 1913, n. 206, il prefetto della provincia di Belluno emanerà con le norme previste dall'art. 30 del regolamento approvato con R. decreto in data 1° agosto 1913, n. 930, il decreto previsto dallo stesso articolo entro il mese di giugno 1914, ordinando che il rilascio delle delegazioni a garanzia del versamento del tesoro dei contributi annuali che lo Stato deve corrispondere per loro conto all'Amministrazione scolastica provinciale, sia effettuato entro il mese di luglio successivo.

Art. 5.

Il bilancio dell'Amministrazione provinciale scolastica per la provincia di Belluno formato per la prima applicazione della legge 4 giugno 1911, n. 487, comprenderà le entrate e le spese relative all'esercizio finanziario 1914-915, e cioè dal 1° luglio 1914 al 30 giugno 1915.

La deputazione scolastica provinciale provvederà alla preparazione del bilancio non appena le sia data comunicazione del presente decreto, e presenterà non oltre il 30 aprile 1914 lo schema del bilancio preventivo al Consiglio scolastico, appositamente convocato in sessione straordinaria per il 10 maggio successivo.

Il bilancio approvato dal Consiglio scolastico dovrà essere trasmesso alla Delegazione governativa entro 5 giorni dalla data di approvazione e non oltre il 20 maggio 1914.

La Delegazione governativa provvederà ad approvare e rendere esecutorio il bilancio non oltre il 1° giugno 1914 e farà nei 10 giorni successivi le comunicazioni stabilite dall'art. 16 del citato regolamento del 1° agosto 1913, n. 930.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 gennaio 1914.

VITTORIO EMANUELE.

CREDARO — TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Provincia di Belluno

Elenco delle somme che i Comuni devono versare annualmente alla tesoreria dello Stato in seguito al passaggio delle scuole elementari all'Amministrazione scolastica provinciale e numero complessivo delle scuole e degli insegnanti.

Numero d'ordine	COMUNI	Ammontare del contributo annuo consolidato per ciascun Comune			Numero complessivo	
		Per stipendi, assegni, ecc., a norma del parag. 1 dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487	Per quota contributo al Monte pensioni a norma del parag. 2 dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, numero 487	Totale	delle scuole	dei maestri
1	Agordo	7,282 —	433 92	7,715 92	8	7
2	Alano di Piave	7,128 44	418 71	7,547 15	8	8
3	Alleghe	3,625 —	304 20	3,929 20	5	3
4	Arsiè	13,793 80	937 56	14,731 36	19	14
5	Auronzo	13,823 34	805 41	14,628 75	14	9
6	Borca	2,545 56	152 74	2,698 30	3	3
7	Calalzo	2,987 —	214 02	3,201 02	4	3
8	Castello Lavazzo	3,240 21	240 91	3,481 12	5	3
9	Cencenighe	1,865 84	110 76	1,976 60	3	2
10	Cesiomaggiore	7,847 71	532 73	8,380 44	11	5
11	Chies d'Alpago	2,520 —	180 80	2,700 80	3	2
12	Cibiana	1,953 62	190 27	2,143 89	3	1
13	Comelico Superiore	13,571 —	855 16	14,426 16	13	10
14	Danta	2,019 43	187 51	2,206 94	2	2
15	Domegge	5,205 44	302 51	5,507 95	7	5
16	Falcade	5,084 10	388 25	5,472 35	7	5
17	Farra d'Alpago	4,858 —	308 48	5,166 48	5	4
18	Fonzaso	9,897 71	558 87	10,456 58	11	10
19	Forno di Zoldo	7,898 90	551 06	8,449 96	12	11
20	Gosaldo	6,743 12	474 73	7,217 85	7	3
21	Lamon	7,142 22	602 54	7,744 76	10	4
22	Limana	4,219 18	214 61	4,433 79	5	5
23	Longarone	9,623 56	613 02	10,236 58	10	10
24	Lorenzago	3,297 78	190 07	3,487 85	4	4
25	Lozzo Calore	3,501 18	243 80	3,744 98	5	3

Numero d'ordine	COMUNI	Ammontare del contributo annuo consolidato per ciascun Comune			Numero complessivo	
		Per stipendi, assegni, ecc., a norma del parag. 1 dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487	Per quota contributo al Monte pensioni a norma del parag. 2 dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, numero 487	Totale	delle scuole	dei maestri
26	Mel	16,621 82	1,025 92	17,647 74	18	15
27	Ospitale	2,429 12	187 75	2,616 87	3	2
28	Pedavena	4,314 34	281 88	4,596 22	6	4
29	Perarolo.	3,844 84	249 70	4,094 54	5	3
30	Pieve d'Alpago.	3,183 05	224 29	3,407 34	4	3
31	Ponte nell'Alpi	10,939 32	684 46	11,623 78	13	11
32	Puos d'Alpago ;	3,475 —	198 90	3,673 90	4	3
33	Quero	3,549 34	223 57	3,772 91	7	3
34	Rivamonte.	3,255 12	218 91	3,474 03	4	4
35	Rocca Pietore	4,726 68	313 69	5,040 37	6	3
36	San Gregorio nelle Alpi	3,172 —	122 28	3,294 28	3	3
37	San Nicolò di Comelico.	1,601 68	201 91	1,803 59	3	1
38	San Pietro Cadore	11,995 94	589 73	12,585 67	8	7
39	Santa Giustina.	7,459 09	339 35	7,798 44	8	5
40	San Tommaso	2,369 98	190 10	2,560 08	4	3
41	San Vito di Cadore.	3,248 62	241 92	3,490 54	4	4
42	Sappada	5,254 27	314 44	5,568 71	5	4
43	Sedico	8,986 85	539 63	9,526 48	1	9
44	Selva di Cadore	3,864 —	266 34	4,130 34	4	3
45	Seren	7,722 25	506 74	8,228 99	11	7
46	Sospirolo.	5,325 38	319 04	5,644 42	7	4
47	Soverzene	150 —	16 50	166 50	1	—
48	Sovramonte	9,131 88	676 01	9,807 89	11	9
49	Taibon.	2,968 13	198 89	3,167 02	6	4
50	Tambe d'Alpago	5,063 —	359 58	5,422 58	6	3
51	Trichiana	6,126 18	409 96	6,536 14	7	6
52	Vallada	2,493 12	148 10	2,641 22	3	3
53	Vodo.	4,183 78	253 13	4,436 91	5	5
54	Voltago	2,470 —	190 10	2,660 10	4	2
55	Zoldo Ato.	3,443 22	249 75	3,692 97	6	3
56	Zoppè	1,475 —	104 25	1,579 25	2	1
	Totali . . .	306,517 14	19,859 46	326,376 60	373	273

Il ministro del tesoro
'EDESCO.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:

Il ministro della pubblica istruzione
CREDARO.

Il numero 212 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto 22 gennaio 1914, n. 19, che approva gli organici del Ministero delle colonie, per l'Amministrazione centrale e per alcuni uffici delle singole Amministrazioni coloniali;

Viste le tabelle allegate al decreto medesimo;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per le colonie;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Ministero delle colonie è ripartito nei seguenti uffici centrali:

1. Direzione generale degli affari politici e dei servizi relativi alle truppe coloniali.
2. Direzione generale degli affari economici e finanziari e del personale.
3. Direzione generale degli affari civili e delle opere pubbliche.
4. Ragioneria.

Art. 2.

Fanno pure parte integrante del detto Ministero:

L'ufficio telegrafico e cifra, nonchè l'ufficio stampa, alla dipendenza diretta del Gabinetto del ministro;

L'ufficio cartografico e l'ufficio traduzioni, alla dipendenza della Direzione generale degli affari politici;

L'ufficio economato e Cassa e la biblioteca, alla dipendenza della Direzione generale degli affari economici e finanziari e del personale.

Art. 3.

La ripartizione dei servizi tra i vari uffici del Ministero delle colonie, sarà stabilita con decreto del ministro.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 marzo 1914.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — BERTOLINI.

Visto, *Il guardasigilli*: FINOCCHIARO-APRILE.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene in sunto i seguenti RR. decreti:

N. 211

Regio Decreto 12 marzo 1914, col quale, sulla proposta del ministro dell'istruzione pubblica, di concerto col ministro del tesoro, dal 16 dicembre 1913, è istituito nella scuola normale di Trapani un posto di capo istituto effettivo senza insegnamento.

N. 213

Regio Decreto 5 marzo 1914, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, è approvato lo statuto organico dell'ospedale « Luigi A. Galmarini » di Tradate (Como).

N. 214

Regio Decreto 5 marzo 1914, col quale, sulla proposta del ministro dell'interno, l'asilo infantile di Caino (Brescia) è eretto in ente morale, con amministrazione propria, e ne è approvato lo statuto organico.

MINISTERO DEL TESORO

Pensioni liquidate dalla sezione IV della Corte dei conti.

Seduta del 19 novembre 1913:

Pichi Alfredo, aggiunto cancelleria, L. 1341.
Soldi Lucia, ved. Boccia, L. 1360.
Santini Ugo, operaio di marina, L. 825.
Patelli Giov. Battista, maresciallo RR. CC., L. 1777,08.
Palmana Elena, ved. Lorini, L. 756,66.
Sacco Secondo, maresciallo RR. CC., L. 1620,78.
Calandra Caterina, maritata Cataldi, L. 572,24.
Cavazzuti Giuseppina, operaia tabacchi, L. 633,30, di cui:
a carico dello Stato, L. 36,10;
a carico della Cassa nazionale di previdenza, L. 597,20.
Girola, orfani di Alfonso, colonnello, L. 1102.
Gianfrancesco Concetta, maritata Capaccio, L. 908,70, di cui:
a carico dello Stato, L. 467,46;
a carico della Cassa nazionale di previdenza, L. 441,24.
Gallotto Giuseppa, ved. Nobile (indennità), L. 2250.
Benedetti Augusto, maresciallo RR. CC., L. 1775,16.
Smith Enrichetta, ved. Hugrai (indennità), L. 4583.
Telloli Ettore, cancelliere, L. 1535.
Monari Luigia, ved. Franchi, L. 534.
Mancini Daniele, vice cancelliere tribunale, L. 1981.
Opipari Luigi, maggiore di fanteria, L. 4046.
Asso Luigi, tenente colonnello, L. 4800.
Anelli Rosaria, ved. Spadafora (indennità), L. 1833.
Procenzano Giovanni, maresciallo RR. CC., L. 1762,75.
Michelis Giovanni, ordinario RR. licei, L. 3728.
Travagin Giovanni, maresciallo RR. CC., L. 1614,06
Savastano Francesco, operaio marina, L. 900.
Melnati Ester, ved. Presbiterio (indennità), L. 408.
Marchetti Elvira, ved. Capuano, L. 704.
Cherubini Cesira, ved. Rossi, L. 1578.
Rossini Elena, ved. Bolis (indennità), L. 6666.
Parlato Rosa, ved. D'Auria, L. 240.
Quarri Pietro, capitano, L. 3364.
Caviglia Maria, ved. Descrime, L. 386,33.
Mazzoni Alfredo, capitano, L. 4080.
Massaria Giovanni, colonnello, L. 6400.
Mazzotta Marianna, ved. Caricato, L. 408,33.
Lapicirella Santo, capitano, L. 3616.
Baglione Prospero, tenente colonnello, L. 4517
Lerz Gabriele, maggiore di amministrazione, L. 4080.

Mancuso Pasquale, maresciallo RR. CC., L. 1775,16.
Pacillo Filomena, ved. De Franciscis, L. 704.
Meloni Salvatore, soldato fanteria, L. 612.
Velocci Florinda, ved. Rossi, L. 630.
Massari Carlo, maresciallo RR. CC., L. 1775,16.
Commodi Tommaso, padre di Emidio, soldato, L. 630.
Mezzasalma Carmelo, soldato fanteria, L. 1260.
Granata Pietro, padre di Michele, soldato, L. 202,50.
Galeffi Silvio, id. di Francesco, id., L. 630.
Parigi Adamo, maresciallo RR. CC., L. 1405,44.
Ciccotti Tommaso, maresciallo RR. CC., L. 1035,60.
Chicconi Giacinto, brigadiere id., L. 788,40.
Bragaglia Giovanni, maresciallo id., L. 923,61.
Vaccarino Antonio, id. id., L. 1773,90.
Vianello Edvige, ausiliaria telegrafica (indennità), L. 2062.
Traverso Angela, maritata Lupi, L. 854,70, di cui:
a carico dello Stato, L. 408,44;
a carico della Cassa nazionale di previdenza, L. 446,26.
Valanzuolo Francesco, operaio di marina, L. 600.
Viani Giacomo, id., L. 877,50.
Villani Giovanni, appuntato RR. CC., L. 848,84.
Mecucci Oreste, maresciallo id., L. 1005.
Cocco Giampaolo, padre di Achille, soldato, L. 630.
Ferrarini Luigi, soldato, L. 840.
Miceli Michele, soldato artiglieria, L. 300.
Errico Erminia, ved. Albano, L. 1720.
Paoni Ernesto, cancelliere di tribunale, L. 1410.
Pallanca Giacomo, maresciallo RR. CC., L. 1686,30.
Abramonte Nicolò, operaio tabacchi, L. 1446,77.
Boccato Enrico, brigadiere RR. CC., L. 488,64.
Busalacchi Mario, capo fanalista, L. 928.
Pernis Cinzica, ved. Capponi, L. 2879,50.
Besozzi Vittoria, ved. Siglienti, negativa.
Priori Francesco, padre di Alfonso, tenente, id.
Carrara Rosa, ved. Sesia, id.
Cacciatore Giovanni, ispettore demaniale, id.
Caruso Francesco, direttore, id.
Nebbia Colombo, operaio di marina, id.
De Magistris Grazia, ved. Sardella, id.
Campassi Melchiorre, padre di Francesco, soldato, id.
Merli Pietro, padre di Giuseppe, id., id.
Rizzo Ippazio, guardia di città, id.
Peruzzi Emilia, erede di Arizzi, id.
Libertino Nicolò, usciere guerra, L. 995.
Pacini Orazio, padre di Pietro, soldato, L. 840.
Corbellini Antonio, maggiore fanteria, negativa.

Seduta del 26 novembre 1913:

Sindona Giovanna, ved. Corvatti, L. 413.
Ferretti Clotilde, ved. Ridolfi, L. 864.
Barni Ines, ved. Salsa, L. 4000.
Zanini Dal Sole Maria, ved. Decio, L. 426.
Chilardi Salvatore, comandante guardia di città, L. 2398.
Lavalle Gaetano, capitano di fanteria, L. 3562.
Hote Ernesto, direttore di ginnasio, L. 3927.
Di Giorgi Antonina, ved. Bentivegna, L. 2400.
Farè Aquilino, capitano, L. 3210.
Gargano Pietro, id., L. 3800.
Giucovaz Angelo, orf. di Giovanni, L. 226,66.
Boniforti Antonio, maresciallo RR. CC., L. 1577,52.
Coppola Francesco, id. id., L. 1851,50.
Graziani Gaetano, brigadiere poste, L. 1095.
Rossi Gioacchino, cancelliere di Cassazione, L. 5562.
Piccardi Carlo, assistente Università (indennità), L. 1875.
Giacalone Felina, maritata Salvatore, L. 1120.
Gambogi Carlo, cancelliere di sezione di tribunale, L. 1765.
Varanini Annibale, sostituto segretario di procura, L. 2811.
Destefanis Maria, ved. Giolitti, L. 145,83.
Campioli Pietro, maresciallo RR. CC., L. 1686,30.
Palmieri Consolata, ved. Spinelli, L. 196,66.
Batocchi Caterina, ved. Soderini, L. 64,50.
Bonifacio Ferdinando, capitano, conferma di pensione.
Ciruolo Giuseppe, maresciallo RR. CC., L. 1475,71.
Facioni Bartolomeo, id. id., L. 941,16.
Frigo Giovanni, id. id., L. 1015,79.
Mores Alberto, id. id., L. 1352,16.
Precisi Attilio, appuntato id., L. 759,73.
Sarno Beniamino, maresciallo id., L. 1578,70.
Fraquelli Mansueto, padre di Antonio, soldato, L. 630.
Zampieri Giovanni, maresciallo RR. CC., L. 928,66.
Schiavon Luigi, capitano, L. 4080.
Pilo Stefano, id., L. 4080.
Malavolta Abramo, maresciallo RR. CC., L. 1589,94.
D'Este Giuseppe, operaio di marina, L. 810.
Bonomi Lorenzo, aiutante provinciale, L. 2686.
di Crecchio Emilia, ved. Rosati, L. 422,33.
de Angelis Roberto, operaio di marina, L. 600.
Manelli Enrico, famiglio Scuola militare, L. 540.
Grampa Riccardo, capitano, L. 3924.
Bottero Caterina, ved. Bottero, L. 383,66.
Merlo Maria, ved. Brunello, L. 202,50.
Bonanone Marco, operaio di marina, L. 787,50
Mione Carlo, id. id., L. 600.
Sala Giovanna, maritata Pisoni, operaia tabacchi, L. 464,07.
Guerci Lucia, ved. Moretti, L. 1136,66.
Olearo Teodoro, app. RR. CC., L. 894,13.
Tomasuolo Eduardo, colonn. artigl., L. 6400.
Somigli Alberto, capitano, L. 5600.
Manuino Gaetano, maresc. RR. CC., L. 1572,42.
Fantini Giovanni, id. id., L. 1582,23.
Courti Massimiliano, op. di marina, L. 900.
Caramia Giovanni, app. RR. CC., L. 848,84.
Barbisini Emidio, maresc. id., L. 1584,43.
Pompucci Virgilio, 1° uff. post., L. 1832.
Sala Matilde, ved. Beretta, L. 497,37.
Arrigò Francesco, op. guerra, L. 600.
Bobbio Margarita, ved. Albera, L. 654.
Cici Erasmo, appunt. RR. CC., L. 804,16.
De Lazzari Gaetano, op. di marina, L. 765.
Farina Oreste, maresc. RR. CC. L. 795,84.
Monti Antonio, brigad. id., L. 788,40.
Pattini Enrico, maresc. RR. CC., L. 1489,68.
Sacco Ernesto, conferma di pensione.
Ceretti-Fogliani Giustino, maggiore, L. 4080.
Russomando Raffaele, v. cancelliere, L. 1453.
Valle Guglielmo, maresc. RR. CC., L. 1432,67.
Fadda Francesca, ved. De Pontis, L. 288.
Rossi Francesco, capitano, L. 2446.
Moncada Giovanni, rag. amm. lotto, L. 1782.
De Nardo Pietro, op. di marina, L. 1000.
Bassi Carlo, capitano, L. 3463.
Bonezzi Fiorigio, app. RR. CC., L. 893,52.
Mantin Maria, ved. Zampieri, L. 202,50.
Trentacoste Ippolita, maritata Inguiglia, L. 638,62.
Selva Giuseppe, maresc. RR. CC., L. 1665,36.
Ravizza Paolo, capo operaio di marina, L. 1200.
Naldi Ernesto, maresc. RR. CC., L. 876.
Cionci Gaetano, cancelliere, L. 2007.
Dulbecco Ernesta, ved. Degola, L. 446,33.
Massei Angelo, capitano, L. 3080.
Pastorino Felice, marit. Pesce, L. 561,02.
Sciorsci Odoardo, vice cancelliere, L. 2056.

Grandi Elisabetta, ved. Lucini, L. 286.
Filipuzzi Pietro, agg. di cancell., L. 969.
Ruffini Giuseppe, orf. di Giovanni, op. di marina, L. 155.
Morelli Filomena, ved. Manardi, L. 384.
D'Andrea Enrico, vice cancelliere, L. 2061.
Barra Luigi, cancelliere, L. 1333.
Carrara Luigi, padre di Alessandro, soldato, L. 630.
Zampetti Attilio, agg. di cancell., L. 1014.
Docupit Pietro, maresc. RR. CC., L. 822,50.
Virano Rosa, ved. Odetti, L. 126,83.
Crotta Giuseppe, maresc. RR. CC., L. 1665,88.
Caporale Gerolamo, id. id., L. 1665,36.
Crotti Efrem, maresc. RR. CC., L. 1775,16.
Dauri Mario, orf. Diego, L. 416,66.
Bravetti Angelo, operaio di marina, L. 855.
Combi Carla, ved. Bedendo, L. 2638,33.
Andolfi Antonio, operaio marina, L. 720.
Semproni Emanuele, capitano, L. 3611.
Smergani Calogero, maresciallo RR. CC. L. 1674,96.
Nannini Antonio, capitano, L. 3217.
Samoggia Aldo, maresciallo RR. CC., L. 1428,84.
Moranzoni Gaspare, usciere di pretura, L. 195.
Alba Francesco, appuntato RR. CC., L. 738,46.
Donato Benedetto, maresciallo id., L. 1314.
Casali Giuseppe, id. id., L. 1305,39.
D'Ambrosio Maria, ved. Montemarani, L. 407,86.
Fantoli Silvestro, maresciallo RR. CC., L. 1490,42.
Mazzoni Domenico, appuntato id., L. 759,73.
Niccoli Maria, ved. Santini, L. 1205,33.
Terzi Pacifico, maresciallo RR. CC., L. 1314.
Bonini Antonio, operaio R. marina, L. 660.
Arrighi Margherita, operaia tabacchi, L. 615,47.
Battipaglia Emilia, orf. di Francesco, operaio guerra, L. 150.
Cogna Gustavo, capitano, L. 3286.
Pascon Santa, ved. Pettine, L. 580,33.
Moroni Alessandro, operaio marina, L. 675.
Gallina Paolina, ved. Serraglini (indennità), L. 4815.
Cammarota Enrico, questore P. S., L. 5600.
Pecorella Giuseppa, ved. Caruso, guardia di città, L. 226,40.
Actis Gastone, orf. di Vichi, scrivano tabacchi, L. 252,66.
Avanzini Pietro, usciere Interno, L. 1260.
Salina Camillo, maresciallo RR. CC., L. 1080,40.
Pozzi Francesco, id. id., L. 1681,92.
Legnani Aldebrando, id. id., L. 1489,30.
Petricoli Francesco, capitano, L. 2990.
Sambo Roberto, inserviente marina, L. 577,50.
Anzalone Michele, operaio id., L. 540.
Villani Carmela, ved. Jannella, L. 389,66.
Ravajoli Emilio, vice cancelliere Appello, L. 2610.
Minervini Gaetano, id. tribunale, L. 2061.
Giaccone Domenico, operaio tabacchi, L. 1349,08.
Paracca Oscar, tenente colonnello, L. 3960.
Salemi Luigi, capitano, L. 3579.
Trombetta Luciano, aggiunto di cancelleria, L. 1053.
Abbate Giovanna, ved. Marino, L. 144.
Rando Grazia, ved. Romeo, L. 332.
Ciuffani Carlo, operaio di marina, L. 542,50.
Fantini Domenico, maresciallo RR. CC., L. 1775,16.
Josi Maria, ved. Farulli, L. 598,33.
Rizzo Silvestro, maresciallo RR. CC., L. 1093,68.
Tomatis Giuseppe, id. id., L. 1682,92.
Cavicchiolo Gio. Battista, id. id., L. 1674,14.
De Gennaro Mattia, id. id., L. 1746,83.
Farina Pietro, id. id., L. 1368.17.
Minuti Pietro, id. id., L. 960,52.
Attanasi Gaetano, appuntato RR. CC., L. 848,84.
De Caprio Maria, ved. Dattilo, L. 426,66.
Paolella Enrico, maresciallo fanteria, L. 864,60.
Balestrazzi Angelo, id. RR. CC., L. 1627,71.
Carcano Carlo, appuntato RR. CC., L. 893, 52.
Dati Giuseppe, operaio R. marina, L. 880.
Galli Giuseppe, maresciallo RR. carabinieri, L. 1494,28.
Nolli Udilio, id. id., L. 1773,90.
Mazzarella Angelo, operaio marina, negativa.
Bottalico Sebastiano, maestro carpentiere, id.
Olivieri Giustina, ved. Massedda, id.

Seduta del 29 novembre 1913:

Bottai Francesca, ved. Bartolini, L. 840.
Cesarini Antonio, padre di Umberto, soldato, L. 630.
Palma Ignazio, cancelliere di pretura, L. 935.
Borzi Giuseppe, padre di Filippo, caporale.
De Cet Giuseppe, maresciallo RR. CC., negativo.
Roversi Oddone, capitano di fanteria, id.
Carovigna Maria, M. V. Dalò, soldato, difforme.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

Disposizioni nel personale dipendente:

Personale di 1ª e di 2ª categoria.

Con R. decreto del 18 gennaio 1914:

Elia Renato, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Desimone Onofrio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 25 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Cecioni Alberto, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Santoni Giorgio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 22 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Giustini Ettore, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Malerbi Aleardo, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Dell'Arciprete Giuseppe, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, in aspettativa, richiamato in servizio dal 1° gennaio 1914.
Nicora Guido, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre stesso anno.
Rispoli Raffaele, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, in aspettativa, richiamato in servizio dal 1° febbraio 1914.

Con decreto Ministeriale del 6 ottobre 1913:

A primi ufficiali postali telegrafici a L. 3300, dal 1° maggio 1913:
Gatti Stefano.

Con decreto Ministeriale del 16 ottobre 1913:

A capi di ufficio a L. 3800, dal 1° ottobre 1913:
Lucchelli Marco — Montelatici Attilio — Parolini Antenore — Biadego Quirino — Bargelesi Angiolo — Aloi Giuseppe Maria — Clary Basilio — Borelli Giuseppe — Bagnardi Ettore — Duranti Ernesto — Loria Gaetano.
A capi di ufficio a L. 3800, dall'8 ottobre 1913.
Cornalba Angelo.
A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3300, dal 1 ottobre 1913.

Panico Silvio — Guagni Augusto — Guelfi Conte Guelfo — Maritati Enrico — Messina Paolo — Cataldi Francesco — Fornarelli Vito — Spagno Ettore — Colonna Francesco — Pettinati Gaetano — Novella Giovanni Battista — Cozzani Antonio Federico — Parini Francesco Domenico Camillo — Garitta Carlo — Gainotti Giulio.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3000, dal 1 ottobre 1913.
Chiarini Giovanni — Nicoletti Pasquale — Nelli Ettore — Giordana Clemente — Nembro Guglielmo — Frigerio Massimigliano — Isnaldi Vittorio — Abba Pietro — Pavoni Eugenio Raniero.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3000. dal 9 ottobre 1913.
Cattarin Umberto.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3000. dal 16 ottobre 1913.
Ugolini Egizio.

Ad ufficiali postali e telegrafici a L. 2700, dal 1 ottobre 1913.
Anastasio Demostene — Oliveri Domenico — Ugolini Filippo — Laezza Salvatore — Calanna Giuseppe — Finoja Alfredo — Spola Alfonso — Pegorini Aurelio — Benanti Antonino — Triossi Crescenzo — Piccini Leopardi Domenico — Fornari Torquato — Nanfara Vincenzo — Taurelli Salimbeni Giovanni — Di Girolamo Armando — Poggio Urbano Lincoln — Maisetti Siro — Malfitano Alfredo — Paparozzi Tito — Maschio Luigi — Barberi Adriano — Iele Domenico.

Ad ufficiali postali telegrafici a L. 2400 dal 1 ottobre 1913.
Milani Carlo — Lorenzini Evandro — Martina Antonio — Bernaudo Mario Pasquale — Cambruzzi Avellino — Gentili Spinola Arturo — Bello Francesco — Bastogi Ernesto — Marchetti Guido — Del Mese Guido — Valori Nelusco — Cirino Pasquale — Petronio Nicola — Serafini Giovanni Domenico — Azzali Leone — Oddo Giuseppe — Romano Mario — Cammarota Cesare — De Piceis Polver Virginio — Miroldi Almerico — Tedesci Arturo — Mantelli Carlo Luigi — Trevale Luigi — Zangrandi rag. Pietro.

Ad ufficiali postali telegrafici a L. 2400 dal 16 ottobre 1913.
Gambacorta Luigi.

Con decreto ministeriale 19 ottobre 1913.

A segretari a L. 3500, dal 1 novembre 1913.
Fealizia rag. Lorenzo.

A capi di ufficio a L. 4000, dal 1 novembre 1913.
Lo Monaco cav. Enrico — Tranfo cav. Francesco — Ballotta cav Pietro.

A capi di ufficio a L. 3800, dal 26 ottobre 1913.
Di Palma Gaetano di Tommaso — Massa Clodomiro.

A capi di ufficio a L. 3800, dal 28 ottobre 1913.
Gola Ernesto.

A capi d'ufficio a L. 3300, dal 1 novembre 1913.
Croci cav. Costantino.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3000, dal 1 novembre 1913.
Domestici Carlo — Apicella Giuseppe — Lazzarini Arturo.

Ad ufficiali postali telegrafici a L. 2700, dal 1 novemvre 1913.
Di Ciaula Giuseppe — Castro Gaetano.

Ad ufficiali postali e telegrafici a L. 2400, dal 1 novembre 1913.
Martin Attilio — Marsili rag. Aleardo — Russo rag. Francesco Paolo — Mazzarini Emidio — Cerrato Demetrio.

Con decreti ministeriali 8 novembre 1913.

A capi di ufficio a L. 3800, dal 25 novembre 1913.
Robone Scipione.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3000, dal 23 novembre 1913.
Falconi Salvatore.

Con decreto ministeriale 18 novembre 1913.

A primi segretari a L. 4500, dal 1 novembre 1913.
Morabito cav. Enrico.

Con decreto ministeriale 5 dicembre 1913.

A primi ufficiali postali e telegrafici a L. 3300, dal 1 novembre 1913.
Pruker Friaco — Sertoli Pietro Arrigo — Pandolfi Carlo — Baroni Adrasto — Sibillani Ettore — Della Sala Vincenzo — Sica Modestino — Di Giuseppe Giuseppe — Riola Icilio — Lesen Luigi Cappuccio Edoardo — Pane Giovanni — Natali Michele — Coja Vittorio — Bona Amedeo — Custo Umberto.

Con decreto Ministeriale del 12 dicembre 1913:

A primo segretario a L. 5000, dal 1° dicembre 1913, Mattioli cav. Federico.

A primi segretari a L. 4500, dal 1° dicembre 1913:
Gay cav. Gaetano — Arus cav. Angiolo.

A primo segretario a L. 4000, dal 1° dicembre 1913, Carloni cav. rag. Alfredo.

Personale di 1ª e 2ª categoria.

Con R. decreto del 3 novembre 1913:

Martelli Giuseppe, capo ufficio a L. 3800 (in aspettativa), collocato a riposo dal 1° settembre 1913.

Singlitico Vincenzo, capo ufficio a L. 3400 (in aspettativa), collocato a riposo dal 1° agosto 1912.

Con R. decreto del 25 gennaio 1914:

Montaldo Annibale, ufficiale postale telegrafico a L. 1500 (in aspettativa), richiamato in servizio dal 31 dicembre 1913.

Petrucco Maria Pietro, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 31 dicembre 1913.

Saggini Renzo, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 31 dicembre 1913.

Anzuoni Vincenzo, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, in aspettativa, richiamato in servizio, dal 1° gennaio 1914.

Scarano Alberto, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa, dal 1° gennaio 1914.

Caggiano Vincenzo, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa, dal 16 gennaio 1914.

Vecchiotti Amedeo, ufficiale d'ordine a L. 1500, in aspettativa, richiamato in servizio, dal 16 gennaio 1914.

Con R. decreto del 29 gennaio 1914:

Gambarella cav. Italo, segretario a L. 3000, in aspettativa, richiamato in attività di servizio dal 1° febbraio 1914.

Franceschi Alfonso, segretario a L. 3000, collocato in aspettativa dal 1° gennaio 1914.

Cannas Antonio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 5 dicembre 1913.

Salvatori Ennio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 20 novembre 1913, richiamato in servizio dal 21 dicembre 1913.

Venuti Giuseppe, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 31 dicembre 1913.

Malagamba Giulio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 1° gennaio 1914.

Cecconi Ezio, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 1° gennaio 1914.

Rizzo Santo, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 16 gennaio 1914.

Sampietro Giuseppe, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, collocato in aspettativa dal 16 gennaio 1914.

Gargano Michele, ufficiale postale telegrafico a L. 1500, in aspettativa, richiamato in servizio dal 1° febbraio 1914.

Marzocchi Umberto, ufficiale d'ordine a L. 2100, collocato in aspettativa dal 16 gennaio 1914.

La Bella Letterio, operaio meccanico, a L. 2200, collocato in aspettativa dal 16 gennaio 1914.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del debito pubblico

Rettifiche d'intestazione (1ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito	Numero d'iscrizione	Ammontare della rendita annua	Intestazione da rettificare	Tenore della rettifica
1	2	3	4	5
3.50 %	550480	1120 —	*Sacerdotti* Vittoria fu Alfredo, moglie di Finzi Giorgio e figli legittimi nascituri da Norsa Ida fu Gentiluomo moglie di *Sacerdotti* Alfredo domiciliati a Mantova, con usufrutto a favore di detta Norsa Ida fu Gentiluomo, moglie di *Sacerdotti* Alfredo	*Coen-Sacerdotti* Vittoria fu Alfredo, moglie di Finzi Giorgio e figli legittimi nascituri da Norsa Ida fu Gentiluomo, moglie di *Coen - Sacerdotti* Alfredo, domiciliati a Mantova, con usufrutto a favore di detta Norsa Ida fu Gentiluomo, moglie di *Coen-Sacerdotti* Alfredo
»	204519	140 —	Pescatore *Maria-Michela* fu Vincenzo, vedova di Castelli Michele, domiciliata in Foggia	Pescatore *Nunzia-Maria-Michela* fu Vincenzo ecc. come contro
»	204520	77 —		
»	342185	1865 50	*Di Tocco* Cristina fu Giuseppe, minore, sotto la tutela di Toraldo Francesco fu Felice domic. in Napoli	*Tocco* Cristina fu Giuseppe ecc. come contro
»	354554	73 50		
»	177925	504 —	Sarmiento Francesco (juniore) del vivente Settimio, minore, sotto la patria potestà del padre domiciliato a Roma, con usufrutto vitalizio ad Antonelli *Beatrice* fu Gaspare moglie di Amici Angelo fu Antonio	Intestata come contro, con usufrutto vitalizio ad Antonelli *Pellegrina-Beatrice* fu Gaspare, moglie di Amici Angelo fu Antonio
»	217772	35 —	*Renaudo* Catterina fu Antonio nubile, dom. a Torino	*Reinaudo* Catterina fu Antonio, ecc. come contro
3.50 % Cat. A	17251	84 —	Borzini Luigi e Carlo fu Giovanni, *minori*, sotto la patria patria potestà della madre Celesia Angelina fu Giacomo, vedova di Borzini Giovanni, dom. ad Oleggio (Novara)	Borzini Luigi e Carlo fu Giovanni, *quest'ultimo minore*, sotto la patria potestà della madre, ecc. come contro
3.50 % Cat. A	21788	84 —		
3.50 %	698340	241 50	Malerba - Buscemi *Rosaria* fu Gaetano, moglie di Malerba-Aliotta Rosario, fu Giovanni domiciliata in Niscemi (Caltanissetta)	Malerba-Buscemi *Rosa* fu Gaetano, ecc. come contro
»	615704	21 —	Pesce *Virginia* e Giovanni fu Giuseppe, minori, sotto la patria potestà della madre Sirito Carolina, vedova Pesce, domicil. in Acqui (Alessandria)	Pesce *Antonia-Caterina-Virginia* e Giovanni ecc. come contro

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298,

si diffida

chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 28 marzo 1914.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 31 marzo 1914, in L. 100,37.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio).

30 marzo 1914.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl'interessi maturati a tutt'oggi
3.50 % netto . . .	96.39 21	94.64 21	95 54 56
3.50 % netto (1902)	95.51 87	93.76 87	94.67 22
3 % lordo	64.75 —	63.55 —	63.55 67

CONCORSI

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA, L'INDUSTRIA E IL COMMERCIO

Vista la legge 19 luglio 1909, n. 527;

Decreta:

È bandito il concorso per un posto di segretario contabile, con lo stipendio annuo di L. 2000 per la R. stazione di patologia vegetale di Roma.

Le domande di ammissione al concorso (su carta bollata da lire 1,22) dovranno pervenire al Ministero (Direzione generale dell'agricoltura, divis. IV) non più tardi del 25 aprile 1914, contenere l'indicazione della dimora del concorrente ed essere corredate dai seguenti documenti:

a) licenza dell'Istituto tecnico (sezione ragioneria) o licenza di scuola media commerciale o licenza liceale ed altri titoli dimostranti l'attitudine a coprire il posto indicato;

b) attestato di cittadinanza italiana;

c) certificato generale del casellario giudiziale;

d) certificato di buona condotta, rilasciato dal sindaco del luogo, o dei luoghi, dove il concorrente ha dimorato l'ultimo triennio;

e) certificato di sana costituzione fisica;

f) attestato di adempimento all'obbligo della leva militare;

g) attestato di nascita, da cui risulti che i concorrenti non abbiano superato l'età di 35 anni.

I certificati debbono essere redatti in conformità della legge sul bollo e vidimati dalle competenti autorità; quelli di cui alle lettere *b), c), d), e)*, debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto.

I concorrenti che si trovino a coprire posti di ruolo al servizio dello Stato, sono dispensati dalla presentazione dei documenti indicati alle lettere *b), c), d), e), f)*, ma debbono presentare, a prova di ciò, un certificato dell'Amministrazione dalla quale dipendono.

All'eletto saranno applicate le norme legislative che, in ordine alle pensioni, si stabiliranno in sostituzione di quelle vigenti.

Questo decreto sarà presentato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, 28 febbraio 1914.

Il ministro
NITTI.

IL MINISTRO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto l'art. 79 della legge 4 giugno 1911, n. 487;

Veduto il regolamento approvato con R. decreto 1° febbraio 1912, n. 150;

Decreta:

È aperto il concorso per titoli ed esame a quattro posti di ispettore centrale di 2ª classe per l'istruzione primaria e popolare, con l'annuo stipendio di L. 6000.

Al concorso potranno partecipare soltanto i funzionari appartenenti al ruolo degli ispettori scolastici, i quali alla data del presente decreto abbiano prestato almeno un triennio di effettivo servizio nel ruolo stesso.

Al concorso saranno ammesse anche le ispettrici, ma per un solo dei quattro posti.

Gli ispettori scolastici che intendono prendere parte al concorso, debbono far pervenire domanda su carta da bollo da L. 1,22 alla Direzione generale per l'istruzione primaria e popolare, divisione 1ª, per mezzo dei RR. provveditori agli studi, non più tardi di un mese dalla data del Bollettino ufficiale in cui sarà pubblicato il bando di concorso, corredandola di tutti i documenti e dei titoli che nel loro interesse ritengano opportuno di produrre.

I concorrenti che intendano dimostrare di avere una conoscenza pratica di una lingua straniera, diversa dalla francese, dovranno farne espressa dichiarazione nella domanda.

Roma, 25 marzo 1914.

Il ministro
DANEO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Scade oggi il termine fissato alla Grecia dalle potenze per lo sgombro delle truppe greche dalle provincie epirote. Non pare che questo venga eseguito nella sua pienezza, e piuttosto occorre ritenere, dalle informazioni che giungono da Atene e da Durazzo, che la Grecia, facendosi scudo dell'anarchia regnante nell'Epiro causa l'insurrezione, non si attenga alle prescrizioni europee e prolunghi ancora la occupazione militare.

L'arrivo dell'Imperatore di Germania a Corfù è salutato entusiasticamente dalla stampa greca. Un dispaccio da Atene 30 riassume gli articoli dei principali giornali nei seguenti termini:

Il *Kairi* scrive che il popolo ellenico saluta con un sentimento di infinita riconoscenza il potente Imperatore e non dimentica il momento critico nel quale egli intervenne per dominare l'audacia bulgara e aggiungere una nuova perla, Cavalla, alla corona della Grecia.

Il giornale aggiunge: Il popolo ellenico dimostrerà il suo entusiasmo quando l'Imperatore Guglielmo visiterà Atene.

La *Nea Emera* saluta l'Imperatore tedesco e spera che si renderà conto delle ingiuste combinazioni della diplomazia europea. Egli approfondirà - dice il giornale - il vero movente della politica albanese dei suoi alleati e illuminerà i suoi consiglieri politici sul carattere della lotta epirota.

La *Nea Hellas*, dice che nella coscienza del pubblico ellenico l'Imperatore Guglielmo II rappresenta colui che ha sanzionato col trattato di Bucarest i risultati delle campagne elleniche e ha liberato Cavalla.

Dopo il Re Costantino - aggiunge il giornale - egli ha più di ogni altro contribuito alla conclusione della pace greco-turca, alla decisione concernente le isole e infine al consolidamento della pace balcanica e al riavvicinamento greco-rumeno.

La crisi militare inglese per la questione irlandese ha avuto ieri nel Parlamento una ripercussione assai grave, come i lettori rileveranno dal resoconto della tornata che più oltre pubblichiamo. Tanto il ministro della guerra Seely che il capo e sottocapo dello stato maggiore generale French ed Ewart hanno mantenute le dimissioni ed il primo ministro Asquith si è veduto costretto ad assumere l'*interim* del portafoglio della guerra.

Secondo la Costituzione inglese i membri del Parlamento che assumono funzioni ministeriali debbono ripresentarsi al suffragio del corpo elettorale e quindi

ieri lo Asquith lasciò la Camera dei comuni fra gli applausi della maggioranza, per ritornarvi dopo la rielezione, della quale nessuno dubita. Un dispaccio da Londra dice che la dichiarazione dello Asquith di assumere l'*interim* della guerra provocò una grande sorpresa perchè tale soluzione della crisi era del tutto inaspettata.

Circa gli armamenti e la politica estera della Russia i giornali viennesi riproducono due interviste del corrispondente speciale dell'*Az Est* da Pietroburgo, l'una col presidente del Consiglio dei ministri russo e l'altra con un' alta personalità in intimi rapporti con esso.

Il presidente del Consiglio ha detto soltanto che egli non considera il suo Governo come Gabinetto provvisorio ed ha rifiutato di fare qualsiasi altra dichiarazione.

La personalità invece ha fatto al giornalista precise dichiarazioni dicendo:

Le due interviste recentemente pubblicate dalla *Novoie Wremia*, di cui una fu attribuita al ministro della guerra e l'altra al conte Witte, sono in aperta contraddizione con la politica del Governo russo.

La politica estera della Russia si basa, come per il passato, sull'equilibrio della triplice alleanza e della triplice intesa e sul desiderio di mantenere i rapporti di buon vicinato con la Germania e l'Austria-Ungheria e di eliminare con cura tutto ciò che possa gettare un'ombra sulle relazioni fra la Russia e i due Imperi vicini. Tutte le altre combinazioni politiche, tra cui naturalmente anche quelle menzionate dalla *Novoie Wremia*, appartengono al regno della più ardita fantasia.

Le ultime notizie dal Messico sono condensate nel seguente dispaccio da New-York 30:

Un telegramma da Juarez annuncia che, secondo un dispaccio ufficiale dei ribelli, il combattimento a Torreon continuava ieri sera ad ora tarda.

I ribelli occupano ora tutte le posizioni, eccettuate la caserma principale e due caserme minori.

Un altro dispaccio dei ribelli ammette che questi hanno avuto 200 tra morti e feriti nei sei giorni di combattimento e che le perdite dei federali ascenderebbero a duemila. Si crede, tuttavia, che i ribelli attenuino le loro perdite.

Le truppe federali, che sono state fatte prigioniere, vengono a forza arruolate nell'esercito dei ribelli e gli ufficiali sono giustiziati se ricusano di prestare giuramento di fedeltà ai ribelli.

DALLA LIBIA

Bengasi, 30. — È stato constatato che nel combattimento avvenuto il 24 a Maraua i ribelli hanno avuto 120 morti e molti feriti.

Tobruk, 30. — La banda Marazzi, essendosi spinta al sud oltre i posti estremi di M'Dauar, avvistò una carovana scortata da beduini a cavallo, i quali spararono contro la banda.

La carovana è stata catturata ed un beduino è stato fatto prigioniero.

Bengasi, 30. — Un bando del governatore, generale Ameglio, istituisce a M'Dauar il primo posto doganale per le merci provenienti dall'Egitto per via di terra, stabilendo la strada che le carovane debbono percorrere e comminando pene secondo la vigente legge doganale.

Il movimento emigratorio ed immigratorio nel 1913

Un comunicato del Commissariato dell'emigrazione reca i dati seguenti:

Nel 1913 dai quattro porti del Regno autorizzati al servizio di emigrazione sono partiti 417.113 emigranti (italiani e stranieri), di cui 283.324 diretti agli Stati Uniti; 1585 al Canadà; 653 all'America Centrale; 23.835 al Brasile; 107.048 al Plata; 21 alle Azzorre; 197 a paesi del Pacifico; 446 all'Australia e 4 a Dakar (Africa).

Questi emigranti si ripartiscono nel modo seguente secondo i porti d'imbarco:

Genova: 138.166 emigranti di cui: 17.689 diretti agli Stati Uniti; 1042 al Canadà; 20.930 al Brasile; 97.342 al Plata; 653 al Centro America; 21 alle Azzorre; 197 a paesi del Pacifico; 288 all'Australia e 4 a Dakar (Africa).

Napoli. — 209.835 emigranti di cui: 198.664 diretti agli Stati Uniti; 309 al Canadà; 2870 al Brasile; 7834 al Plata; 158 all'Australia.

Palermo. — 62.745 emigranti di cui: 62.069 diretti agli Stati Uniti; 7 al Canadà; 29 al Brasile; 640 al Plata.

Messina. — 6367 emigranti di cui: 4902 diretti agli Stati Uniti; 227 al Canadà; 6 al Brasile; 1232 al Plata.

Nell'anno stesso sono partiti per gli Stati Uniti per la via dell'Havre 27.667 emigranti italiani arruolati direttamente nel Regno.

*** Nel 1913 sono arrivati nei porti del Regno 184.038 emigrati (176.040 italiani e 7998 stranieri).

I rimpatriati italiani sono stati: dagli Stati Uniti 109.651, dal Canadà 1647, dal Brasile 12.742, dal Plata 51.151, dal Centro America 833, dalle Azzorre 4, dal Dakar (Africa) 12.

Fra gli emigrati italiani rimpatriati nell'anno 1913 sono compresi 3883 respinti dagli Stati Uniti subito dopo il loro arrivo od in seguito, in forza della legge locale sull'immigrazione, e 8731 considerati indigenti perchè rimpatriati su richiesta delle autorità consolari o delle Società di patronato, con biglietti a tariffa ridotta. Di questi indigenti sono rimpatriati dagli Stati Uniti 3887, dal Plata 3015, dal Brasile 1680, dal Centro America 149.

Il movimento di ritorno verificatosi nell'anno 1913 e distinto per porti di sbarco va così diviso:

Genova. — 55.470 persone, delle quali 51.673 italiane; di queste 6861 provenivano dagli Stati Uniti, 4 dalle Azzorre, 6619 dal Brasile, 37.344 dal Plata, 833 dal Centro America, 12 da Dakar (Africa).

Napoli. — 123.698 persone, delle quali 119.593 italiane; di queste 98.7 4 provenienti dagli Stati Uniti, 1647 dal Canadà, 5865 dal Brasile, 13.367 dal Plata.

Palermo. — 4870 persone, delle quali 4,774 italiane; di queste 4076 provenivano dagli Stati Uniti, 258 dal Brasile, 440 dal Plata.

— Nel 1913 sono ritornati dagli Stati Uniti per la via dell'Havre 12.938 emigrati italiani ».

R. ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO

CLASSE DI SCIENZE FISICHE, MATEMATICHE E NATURALI

Adunanza del 22 marzo 1914

Presiede il socio prof. senatore Lorenzo Camerano
vice-presidente dell'Accademia

Il presidente comunica un telegramma di saluto inviato dal nuovo ministro della pubblica istruzione, S. E. Daneo. La Classe unanime ringrazia e ricambia cordiali saluti.

Il socio corrispondente Taramelli ha inviato in omaggio un suo opuscolo su « Giovanni Riva-Palazzi », ed un altro intitolato: « Il passaggio della *Gioconda* » e l' « Uomo pliocenico di Castenedolo ».

Il socio Camerano presenta, per la stampa negli Atti, una sua nota: « Osservazioni intorno al lacrimale e al nasale bipartiti nel Camoscio »; ed il socio Segre uno scritto di S. Cherubino: « Sulle curve iperellittiche con trasformazioni birazionali singolari in sè e sui loro modi algebrici ».

CRONACA ITALIANA

Cortesie internazionali. — Un telegramma dell'*Agenzia Stefani* da Madrid informa che quel presidente del Consiglio ha dichiarato che sono stati stanziati i fondi per far fronte alle spese richieste dalle gite all'Escuriale e a Toledo organizzate dal Governo in onore degli ospiti italiani, quelli della gita organizzata dal Comitato italo-spagnuolo, ai quali il municipio di Madrid prepara un ricevimento.

*** Si telegrafa da Sofia 30: « Joltzoff, gerente del Consolato di Bulgaria a Milano, ha fatto sotto gli auspicî della Camera di commercio di Sofia una conferenza sull'Italia e sul suo risorgimento economico.

« Il conferenziere ha illustrato i grandi progressi dell'Italia nella agricoltura e nel commercio. Ha dipinto l'Italia moderna esultando i meriti degli italiani come patrioti e come attivi produttori ed ha infine rilevato le grandi qualità dimostrate dall'Italia nella sua nuova orientazione economico-politica ».

Congresso internazionale femminile. — Indetto dal Consiglio nazionale delle donne italiane, si svolgerà in Roma nella sede del palazzo delle Belle arti a Valle Giulia, dal 16 al 23 maggio, un Congresso femminile internazionale sotto la presidenza onoraria di S. A. R. la principessa Laetitia. E' questo il secondo Congresso indetto dal Consiglio delle donne italiane. Il primo fu nazionale ed ebbe lo scopo di studiare e discutere i problemi che più s'impongono a chi sente il dovere di partecipare al lavoro sociale come pure quello di affermare che a siffatti problemi s'interessava l'anima femminile italiana. A questo secondo, invece, le donne di tutto il mondo sono chiamate a parteciparvi. Approfittando dell'assemblea del Quinquennale e della presenza in Roma di lady Aberdeen, vice regina d'Irlanda, che da vari anni presiede il Consiglio internazionale femminile, e di parecchie personalità d'ogni paese, il Consiglio nazionale delle donne italiane ha chiamato a raccolta tutte le energie femminili per promuovere una larga discussioue sugli argomenti proposti dal programma.

I temi del Congresso sono:

La donna nella casa, nel lavoro, nelle opere di assistenza e previdenza sociale.

La « Mutualità scolastica italiana ». — In un elegante supplemento del suo Bollettino ufficiale, la benemerita istituzione pubblica i dati riassuntivi sulla situazione finanziaria delle sue 550 sezioni dalla fondazione (1907) al 31 luglio 1913.

È un fascicolo irto di cifre e di dati, che prova quanto forte sia diventata la istituzione milanese nei suoi sette anni di vita: essa ha figliali in 210 Comuni sparsi in 48 Provincie ed in 14 regioni.

Le regioni in cui non è ancora riuscita ad affermarsi la potente istituzione milanese sono due, cioè: il Lazio e l'Umbria.

Epperò, se i Ministeri accoglieranno i desiderata espressi in una nobilissima lettera aperta del presidente della « Mutualità scolastica italiana » on. avv. Francesco Mira, alle LL. EE. i ministri Nitti, Sacchi e Credaro, di concedere cioè un biglietto gratuito di circolazione sulle ferrovie all'apostolo della « Mutualità scolastica italiana » il prof. Carlo Rugarli, è certo che in pochi altri anni l'Italia non temerà più il confronto colla Francia, maestra in fatto di mutualismo scolastico.

Ecco le cifre riassuntive:

Versamento soci dal 1907 a tutto gennaio 1914 L. 450.735,39.

Sussidi pagati ai soci a tutto gennaio 1914 L. 139.449,49.

Trattato italo-spagnuolo. — Ieri, a Madrid, é stato firmato il trattato di commercio tra la Spagna e l'Italia.

Beneficenza. — La Cassa di risparmio di Cuneo, sugli utili dell'esercizio 1913, ha elargito 48 mila lire alla beneficenza e alla istruzione.

Marina mercantile. — Il *Duca degli Abruzzi*, della N. G. I., è partito da Buenos Aires per Genova. — Il *Tommaso di Savoia*, del Lloyd Sabaudo, è partito da Barcellona per Santos e Buenos Ayres. — Il *Garibaldi*, della Ligure-Brasiliana, ha proseguito da Santos per Genova. — Il *Siena*, della Veloce, ha proseguito da Teneriffa per Genova. — Il *Firenze*, della Società marittima italiana, è partito da Aden per l'Italia.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

TOKIO, 30. — Il principe Tokugawa ha annunciato che non può costituire il Gabinetto.

Il partito unionista è deciso a combattere ogni Gabinetto e ogni primo ministro che non s'impegni a governare col partito.

LONDRA, 30. — Stamane è stata tenuta una conferenza a Downing Street tra il primo ministro Asquith parecchi altri ministri e i generali Sir John French e Ewart.

Dopo la conferenza, Asquith si è recato dal Re.

ATENE, 30. — L'*Agenzia di Atene* ha da Gianina: Il Governatore greco dell'Epiro ha inviato alle truppe greche dell'Albania meridionale l'ordine di riprendere lo sgombero ed ha avvertito di queste misure il Governo rivoluzionario.

DURAZZO, 30. — Il Governo albanese ha dichiarato terminata la missione del commissario generale per l'Albania meridionale, colonnello Thompson.

Il Governo ha deciso di assumere esso stesso la direzione degli affari in quella regione ed ha chiamato a Durazzo il generale De Weer, capo della missione olandese.

STRASBURGO, 30. — Venerdì sera verso mezzanotte al forte di Kirchbach, situato ad oriente di Kehl, venne suonato il campanello della porta.

Il sergente comandante la guardia, appartenente al 136° reggimento di fanteria, aprì la porta: nello stesso tempo fu esploso contro di lui, dalle immediate vicinanze del forte, un colpo di arma da fuoco.

Il proiettile sfiorò il petto del sottufficiale, il quale fece qualche passo fuori del forte per scoprire l'autore dell'attentato. In quel momento fu esploso un secondo colpo; il proiettile raggiunse il sergente, ma si schiacciò contro una moneta di cinque marchi che questi aveva nel portamonete, senza ferirlo.

Furono subito inviate pattuglie per eseguire ricerche, ma esse rientrarono senza aver ottenuto alcun risultato.

LONDRA, 30. — *Camera dei Comuni.* — Il colonnello Seely prende posto all'ultimo banco fra i deputati invece che al banco del Governo.

Il primo ministro Asquith annuncia le dimissioni del ministro della guerra e dichiara che egli assume questo portafoglio. Siccome ciò fa obbligo al primo ministro di ripresentarsi dinanzi ai suoi elettori, Asquith soggiunge che egli si asterrà dall'intervenire alle sedute della Camera dei Comuni fino alla sua rielezione.

Asquith annuncia poi che il maresciallo French e il generale Ewart mantengono le loro dimissioni.

Poco dopo la sua dichiarazione Asquith lascia l'aula. Tutti i deputati ministeriali e i nazionalisti irlandesi si alzano in piedi agitando i fazzoletti ed acclamando entusiasticamente.

Dopo una breve sospensione della seduta, Asquith dichiara che il Re approva interamente la decisione che egli ha preso di assumere il portafoglio della guerra.

Il colonnello Seely prende la parola per fare una dichiarazione personale. Egli dice che non esiste alcuna divergenza di vedute tra lui e i suoi colleghi nè su questioni di politica nè su questioni di principio. Egli si è dimesso per togliere l'apparenza che un ministro abbia fatto una transazione con taluni ufficiali, relativamente ai

ervigi che essi debbono prestare alla Corona. Ciò non era nelle sue intenzioni, nè in quella dei generali French ed Ewart. Termina dichiarando che continuerà a dare il suo intero appoggio al Governo.

Si inizia la discussione in terza lettura dell'Appropriation bill, progetto finanziario che viene in discussione ogni anno e che dà occasione ai deputati di sollevare questioni di tutti i generi.

Smith, unionista, richiama l'attenzione sui movimenti militari e navali e dichiara che sebbene il Governo possa giustificare le misure prese, l'affermare che tali movimenti sono consistiti soltanto nella dislocazione di quattro compagnie per premunirsi contro eventuali predoni, significa prendersi giuoco della Camera.

Smith dichiara che i dislocamenti avevano la massima importanza strategica. Il piano concepito era napoleonico, ma non vi era alcun Napoleone.

Smith rileva la gravità delle dichiarazioni fatte da Asquith.

Chiede che vengano comunicate le istruzioni date al generale Paget.

Accusa il Governo di avere organizzato contro l'Ulster un complotto navale e militare. L'esercito non ha fatto che impegnarsi nella via nella quale era stato spinto.

Rimprovera infine all'esercito di opporsi alla volontà del popolo, ciò che basterebbe per far perdere ogni autorità al Governo.

Winston Churchill afferma che quando il colonnello Seely diede le assicurazioni che si conoscono, il Gabinetto non era a conoscenza delle domande formulate dal generale Gough. Il documento redatto dal generale Ewart pervenne troppo tardi per essere letto in Consiglio di Gabinetto, ma Asquith, che era al corrente del modo di vedere del Gabinetto, lo modificò in conformità con tale modo di vedere e lo consegnò al colonnello Seely.

Quanto ai rinforzi inviati per custodire i depositi militari, fu consultato il generale Paget, il quale dichiarò che tali dislocamenti potevano produrre agitazioni e determinare una crisi. Ma il Governo non condivise tale opinione e l'invio di rinforzi fu fatto in base all'ordine dato al generale Paget.

Churchill dichiara che era dovere sacro del Governo di prendere tutte le misure possibili per fare fronte alla ribellione dell'esercito. Accusa i capi dell'opposizione delle due Camere di avere adescato l'esercito quanto potevano per impedire che fosse adoperato contro la rivolta.

L'oratore dichiara che i conservatori hanno sollevato la questione dell'esercito contro il Parlamento. Nulla può eliminare tale questione tranne la soluzione generale di tutti i problemi relativi all'Irlanda.

Se la questione non fosse così risolta, l'esercito stesso sarebbe infranto come la Camera dei Lordi, la cui autorità è infranta.

Churchill conclude dicendo: Se l'opposizione venisse incontro al Governo sarebbe accolta generosamente, ma se rimarrà intransigente, il Governo sarà costretto ad andare avanti.

Si respinge, con 329 voti contro 251, la proposta dei conservatori tendente a non approvare l'appropriation bill.

La seduta è tolta.

PARIGI, 30. — *Camera dei deputati.* — Si approva un progetto che apre un credito supplementare straordinario di 218 milioni per le operazioni militari al Marocco.

Lefèbvre Duprey, di destra, interpella sul prestito cinese che deve essere emesso il 7 aprile. L'oratore esprime il proprio stupore che i prospetti che raccomandano il prestito al pubblico contengano una lettera del presidente del Consiglio, Doumergue, al presidente della Banca emettitrice che enumera le garanzie del prestito. Inoltre due personaggi influenti di tale Banca sono André Berthelot e Charles Victor.

L'oratore fa un avvicinamento fra quest'affare e quelli Rochette che rovinarono il risparmio.

Il presidente del Consiglio Doumergue, vivamente applaudito, dichiara che il prestito in questione è puramente industriale e risale ad un anno addietro.

Il Governo ha difeso gli interessi della Francia. Aggiunge che non appena ebbe conoscenza dell'uso che si faceva della sua lettera pregò la Banca di toglierla dai prospetti.

La Banca la tolse. Egli spiega che essa credette di potersene servire perchè in una circostanza analoga nel 1913 i prospetti di un prestito cinese contenevano una lettera analoga di Pichon. (Risa ed applausi a sinistra).

Lefèbbre Duprey rispnode che il prestito del 1913, offriva garanzie molto maggiori.

Dopo un intervento di Klotz che chiede al Governo di rispettare l'ordine del giorno approvato dalla Camera nel dicembre scorso che decideva di conservare il danaro francese per la difesa della Francia la Camera approva con 340 voti contro 206 l'ordine del giorno puro e semplice accettato dal Governo.

Si discute il progetto di imposta complementare sull'insieme dei redditi.

Louis Dubois del centro, propone di rinviare il progetto alla Commissione.

Klotz propone di separare il progetto dalla legge di finanza e di terminare immediatamente la discussione del bilancio per permettere al Senato di approvarlo prima delle elezioni. Fare in altro modo sarebbe un'inutile manifestazione elettorale.

Clémentel, relatore, insiste perchè si approvi il progetto di imposta complementare, nel quale si è fatto uno sforzo di conciliazione repubblicana.

Il relatore conclude invitando la Camera a seguire la Commissione ed il Governo. (Applausi all'estrema sinistra e su diversi banchi a sinistra).

Il presidente del Consiglio Doumergue dice che, se il bilancio non è stato approvato più rapidamente, è perchè la discussione fu interrotta dagli attacchi e dalle interpellanze quotidiane.

Doumergue insiste per l'incorporazione del progetto nella legge di finanza conformemente alle antiche promesse; altrimenti la maggioranza repubblicana commetterebbe un errore che potrebbe essere struttato a suo danno. (Applausi a sinistra ed all'estrema sinistra).

Doumergue termina ponendo la questione di fiducia sull'approvazione dell'imposta complementare (Movimenti). Doumergue afferma che parlerà allo stesso modo dinanzi al Senato.

Dubois ritira la sua mozione.

Klotz dichiara che dal momento che il Governo s'impegna a fare approvare rapidamente dalla Camera e dal Senato il bilancio e la imposta sul reddito, ritira anche egli la sua mozione.

Il seguito della discussione è rinviato a domattina.

Si approva un progetto ritornato dal Senato sulla corruzione elettorale.

La seduta è tolta.

PARIGI, 30. — La Commissione d'inchiesia sull'affare Rochette ha terminato l'esame delle conclusioni e ne ha approvato le varie parti, riservandosi di correggere alcuni paragrafi e di farne una revisione alla quale si procederà nella seduta pomeridiana di domani.

La Commissione ha ricevuto comunicazione delle bozze sequestrate nella tipografia Chaix del lavoro di statistica preparato da Rochette.

Il testo delle conclusioni della Commissione sarà comunicato domani alla fine della seduta della Commissione.

Jaurès conta sempre di fare discutere le conclusioni della Commissione giovedì prossimo in seduta pubblica della Camera.

VIENNA, 30. — Il *Fremdenblatt* pubblicherà domani la seguente nota: Siamo informati che le notizie dei giornali, secondo le quali negli ultimi tempi sarebbero state interrotte le trattative riferentisi alla cessione del Löwcen all'Austria-Ungheria da parte del Monte-

negro corrispondono tanto meno ai fatti, in quanto che tali trattative non hanno avuto affatto luogo.

PIETROBURGO, 30. — Si annunzia dalla migliore fonte che l'ambasciatore russo a Berlino ha ricevuto una nota del Governo tedesco, che esprime profondo rammarico per l'incidente del capitano Poliakoff e annunzia che parecchi funzionari della polizia locale sono stati colpiti da pene disciplinari.

LONDRA, 30. — *Camera dei lordi*. — Lord Lansdowne domanda schiarimenti circa le dichiarazioni fatte dal Governo alla Camera dei comuni.

Lord Morley, a nome del Governo, annuncia le dimissioni dei generali French ed Ewart e dichiara che essi non sono affatto in disaccordo col Governo circa le condizioni nelle quali dovrebbe essere impiegato l'esercito.

Il Governo è spiacente di tali dimissioni, ma rispetta gli scrupoli dei due generali.

Continuando il suo discorso lord Morley lascia intravedere che sono prossime le sue dimissioni.

Aggiunge poi che non vi è stata disobbedienza agli ordini da parte di qualsiasi ufficiale o soldato (Acclamazioni). La disciplina dell'esercito è esemplare.

Lord Salisbury domanda se i rinforzi inviati nell'Ulster comprendevano forze navali e militari dell'Inghilterra e due divisioni dell'Irlanda meridionale.

Lord Morley risponde affermativamente.

Aggiunge che il colonnello Seely, ministro della guerra, gli mostrò i due famosi paragrafi, che non gli parvero sostanzialmente differenti dalle vedute espresse dal Gabinetto.

Lord Curzon interrompe: Dal momento che il ministro Seely s è dimesso, perchè lord Morley rimane ancora ministro?

Lord Morley replica: Risponderò domani.

LONDRA, 31. — Si afferma negli ambulacri della Camera dei comuni che le elezioni legislative avranno luogo in giugno od in luglio.

I liberali affermano che a quell'epoca tutti i progetti presentati dal Governo saranno trasformati in legge. Gli unionisti assicurano che invece il Governo non riuscirà a farli approvare.

LONDRA, 31. — Il generale French, dimissionario, ha diretto una lettera a tutti i comandanti di corpo dichiarando che le sue dimissioni sono state date por motivi personali e che confida in essi perchè nessun'altra dimissione segua le sue.

LONDRA, 31. — Nel suo discorso alla Camera dei Comuni il primo lord dell'Ammiragliato Winston Churchill ha detto che l'invio di rinforzi in Irlanda fu approvato dal Governo, dal generale Paget e dal Consiglio dell'esercito. A proposito della defezione degli ufficiali, Paget ricevette due istruzioni: 1° ciascun ufficiale che riceva l'ordine di sostenere il potere civile non ha diritto di dimettersi, ma in caso di disobbedienza, sarà revocato; 2° si può usare qualche indulgenza per gli ufficiali che avessero il loro domicilio nell'Ulster.

Il generale Paget aveva ricevuto queste istruzioni che potevano servirgli di guida in caso di necessità; ma esse non avevano il carattere di questioni da sottoporre agli ufficiali. Vi è stato in ciò un malinteso (Rumori).

CETTIGNE, 31. — *Scupstina*. — Alcuni deputati svolgono interpellanze circa l'attacco delle truppe austro-ungariche contro la posizione di Sienokosch.

Il ministro degli affari esteri risponde che l'Austria-Ungheria ha dichiarato che si trattava di una posizione austriaca, ma che il Governo montenegrino farà ogni sforzo per ottenere soddisfazione.

Vari oratori chiedono che il Governo esplichi un'azione più energica.

NOTIZIE VARIE

Statistiche montenegrine. — Dai documenti statistici pubblicati per cura del Governo di Cettigne risulta che le due guerre balcaniche costarono al Montenegro 3500 morti e 6000 feriti su un effettivo totale di 45.000 combattenti. In seguito ai territori recentemente conquistati il Montenegro possiede oggi 650.000 abitanti. D'altra parte, visto che l'emigrazione aveva raggiunto nel corso degli ultimi anni una cifra estremamente alta - circa 5000 persone all'anno - il Governo montenegrino ha fatto votare dalla Scupstina una legge che proibisce agli abitanti del paese di abbandonarlo senza un'autorizzazione speciale. Infine prima delle guerre balcaniche, il Montenegro contava 120 scuole primarie con 10.000 allievi e 190 maestri e tre licei a Cettigne, a Podgoritza e a Nikchitch. Il Governo ha ora l'intenzione di aprire delle scuole in tutti i centri e di creare nuovi istituti scolastici secondari a Ipek, Diakova, Gustignè, Berana e Plevlyè.

Il Canale di Suez. — La Compagnia del Canale di Suez è stata autorizzata a contrarre un prestito, per obbligazioni, dell'ammontare di sei milioni di sterline per eseguire prontamente i progettati lavori di approfondimento ed allargamento del canale. Si tratta di portare la larghezza media della via navigabile a 328 piedi e la sua profondità a 40 piedi.

Questi lavori sono intrapresi non tanto in vista della possibile concorrenza del Canale di Panama, quanto per corrispondere all'incremento del tonnellaggio dei piroscafi di moderna costruzione.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano

30 marzo 1914

L'altezza della stazione è di metri	50.60
Il barometro a 0°, in millimetri e al mare	768.1
Termometro centigrado al nord	15.4
Tensione del vapore, in mm.	4.96
Umidità relativa, in centesimi	39
Vento, direzione	SW
Velocità in km.	4
Stato del cielo	3/4 nuvolo
Temperatura massima, nelle 24 ore	16.7
Temperatura minima, id.	5.2
Pioggia in mm.	—

30 marzo 1914.

In Europa: pressione massima di 772 sulla Germania e Spagna, minima di 753 sulla Russia centrale ed Irlanda.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito ovunque, fino a 6 mm. sulla Penisola Salentina; temperatura generalmente aumentata; cielo vario in Sardegna con pioggierelle, sereno altrove.

Barometro: massimo di 770 sulle Alpi, minimo di 765 sulla Sardegna.

Probabilità: regioni settentrionali: venti moderati 1° quadrante, cielo vario, nebbie.

Regioni appenniniche: venti moderati 4° quadrante, cielo vario, nebbie.

Versante Adriatico: venti moderati 1° quadrante, cielo vario, mare alquanto agitato sulle coste Pugliesi.

Versante Tirrenico: venti alquanto forti 3° quadrante, cielo nuvoloso in Liguria, Toscana e Sardegna con qualche pioggerella nuvoloso altrove; mare agitato.

Versante Jonico: venti moderati intorno ponente, cielo vario mare qua e là agitato.

Coste Libiche: venti moderati 2° quadrante, cielo vario, mare alquanto agitato.

Bollettino meteorico dell'ufficio centrale di meteorologia e geodinamica

Roma, 30 marzo 1914.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente massima nelle 24 ore	TEMPERATURA precedente minima nelle 24 ore
Liguria.				
Porto Maurizio	1/2 coperto	legg. mosso	15 0	11 0
Genova	nebbioso	calmo	17 0	9 0
Spezia	1/4 coperto	calmo	16 0	8 0
Piemonte				
Cuneo	3/4 coperto	—	14 0	5 0
Torino	1/2 coperto	—	14 0	5 0
Alessandria	1/4 coperto	—	10 0	5 0
Novara	sereno	—	18 0	5 0
Domodossola	1/4 coperto	—	17 0	3 0
Lombardia.				
Pavia	sereno	—	16 0	4 0
Milano	1/4 coperto	—	16 0	7 0
Como	sereno	—	16 0	6 0
Sondrio	—	—	—	—
Bergamo	1/4 coperto	—	13 0	6 0
Brescia	sereno	—	15 0	4 0
Cremona	1/4 coperto	—	15 0	6 0
Mantova	sereno	—	15 0	5 0
Veneto.				
Verona	sereno	—	17 0	5 0
Belluno	sereno	—	13 0	1 0
Udine	sereno	—	14 0	4 0
Treviso	sereno	—	14 0	2 0
Vicenza	sereno	—	14 0	4 0
Venezia	1/4 coperto	legg. mosso	12 0	6 0
Padova	sereno	—	14 0	4 0
Rovigo	1/4 coperto	—	16 0	5 0
Romagna-Emilia				
Piacenza	1/4 coperto	—	15 0	5 0
Parma	1/4 coperto	—	15 0	5 0
Reggio Emilia	coperto	—	15 0	5 0
Modena	3/4 coperto	—	15 0	4 0
Ferrara	sereno	—	14 0	5 0
Bologna	3/4 coperto	—	14 0	8 0
Forlì	1/4 coperto	—	15 0	5 0
Marche-Umbria.				
Pesaro	sereno	legg. mosso	14 0	2 0
Ancona	sereno	calmo	14 0	8 0
Urbino	1/4 coperto	—	11 0	5 0
Macerata	sereno	—	13 0	6 0
Ascoli Piceno	sereno	—	15 0	5 0
Perugia	1/2 coperto	—	13 0	5 0
Camerino	—	—	—	—
Toscana.				
Lucca	coperto	—	16 0	6 0
Pisa	3/4 coperto	—	18 0	6 0
Livorno	coperto	calmo	16 0	6 0
Firenze	coperto	—	17 0	5 0
Arezzo	sereno	—	16 0	4 0
Siena	1/2 coperto	—	15 0	6 0
Grosseto	1/2 coperto	—	17 0	7 0
Lazio.				
Roma	coperto	—	17 0	5 0
Versante Adriatico Meridionale.				
Teramo	1/2 coperto	—	14 0	3 0
Chieti	sereno	—	13 0	5 0
Aquila	1/2 coperto	—	12 0	2 0
Agnone	nebbioso	—	12 0	0 0
Foggia	sereno	—	16 0	3 0
Bari	1/4 coperto	legg. mosso	14 0	7 0
Lecce	sereno	—	12 0	4 0
Taranto	3/4 coperto	calmo	17 0	4 0
Versante Mediterraneo Meridionale.				
Caserta	1/2 coperto	—	17 0	7 0
Napoli	coperto	calmo	15 0	8 0
Benevento	1/4 coperto	—	14 0	2 0
Avellino	—	—	—	—
Mileto	1/2 coperto	—	16 0	5 0
Potenza	1/4 coperto	—	11 0	3 0
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	sereno	—	11 0	1 0
Sicilia.				
Trapani	1/2 coperto	calmo	16 0	11 0
Palermo	nebbioso	agitato	18 0	8 0
Porto Empedocle	—	—	—	—
Caltanissetta	coperto	—	14 0	8 0
Messina	1/4 coperto	calmo	17 0	9 0
Catania	1/4 coperto	calmo	18 0	9 0
Siracusa	—	—	—	—
Sardegna.				
Sassari	coperto	—	16 0	9 0
Cagliari	3/4 coperto	legg. mosso	18 0	6 0
Libia.				
Tripoli	sereno	calmo	19 0	10 0
Bengasi	—	—	—	—

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile.*